

ANNEXES DU PARC

2028-2043

PARC NATUREL RÉGIONAL DU HAUT-LANGUEDOC

OCCITANIE - TARN - HÉRAULT



SOMMAIRE

ANNEXE 1 – DOCUMENT DE RÉFÉRENCE TERRITORIAL POUR L'ÉNERGIE ÉOLIENNE	4
ANNEXE 2 – DISPOSITIF DE SUIVI-ÉVALUATION DE LA CHARTE	43
ANNEXE 3 – LISTE DES COMMUNES ET DES EPCI DU PÉRIMÈTRE D'ÉTUDE DE LA CHARTE	56
ANNEXE 4 – CARTE DES COMMUNES ET DES EPCI DU PÉRIMÈTRE D'ÉTUDE DE LA CHARTE	60
ANNEXE 5 – EMBLÈME DU PARC NATUREL RÉGIONAL DU HAUT6LANGUEDOC	62
ANNEXE 6 – LISTE DES DISPOSITIONS PERTINENTES	64
ANNEXE 7 – STATUTS DU SYNDICAT MIXTE DU PARC	78

- ANNEXE 1 -

DOCUMENT DE
RÉFÉRENCE
TERRITORIAL
POUR L'ÉNERGIE
ÉOLIENNE



ÉTAT DES LIEUX DU DÉVELOPPEMENT ÉOLIEN

L'éolien est en forte progression sur le territoire du Parc depuis les années 2000 et est maintenant la 1ère source de production d'énergie du territoire (50%) avec 1 115 GWhs produit en 2021, contre 8 GWhs (1% de la production totale) en 2005. La technologie des machines a également évolué puisque la puissance moyenne par éolienne a doublé, passant de 900 kW en 2005 à environ 1 850 kW en 2021.

Dès 2004, le Parc a élaboré un « Document de référence territoriale pour l'énergie éolienne », outil d'information et d'aide à la décision locale pour encadrer le développement de cette énergie sur le territoire. Il a fait l'objet de mises à jour en 2005 puis en 2012 lorsqu'il a été intégré à la Charte en complément d'autres critères dont les limitations de la hauteur des éoliennes à 125 m en bout de pale et du nombre de mâts à 300 sur l'ensemble du territoire du Parc.

La nouvelle mise à jour, présentée ci-après, a été étudiée dès 2025 afin d'être intégrée à la nouvelle Charte.

Début 2025, le Parc compte 227 éoliennes en fonctionnement. Viennent s'ajouter 72 éoliennes dont les demandes d'autorisation ont été acceptées, soit un total de 299 machines. La puissance cumulée est de 668 MW.

Sur les 196 éoliennes ayant obtenu un arrêté préfectoral d'autorisation ou de refus sur la période 2012-2025, aucune ne fait plus de 125 m et quasiment toutes respectent le zonage du « Document de référence territoriale pour l'énergie éolienne ». Seules 9 éoliennes situées en zone de sensibilité maximale sur la commune de Dio-et-Valquières ont été accordées par décision préfectorale (décision non définitive en 2025 suite à un recours du Parc).

OBJECTIFS DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE TERRITORIAL POUR L'ÉNERGIE ÉOLIENNE

L'objectif principal de ce document est de concilier le développement de l'énergie éolienne avec la préservation des paysages et de l'environnement du Haut-Languedoc dans le respect des dispositions et mesures de sa Charte. C'est un outil d'information et d'aide à la décision locale pour orienter le développement de cette énergie sur le territoire du Parc.

Ce document fait l'objet de productions cartographiques et d'un découpage en secteurs présentant des sensibilités plus ou moins fortes au regard de l'implantation d'éoliennes.

Ce zonage, partie intégrante du Plan du Parc, ne définit pas les zones favorables au développement éolien. Il détermine, sur la base de différents paramètres détaillés ci-dessous, le niveau de sensibilité en chaque point du territoire à l'installation de ces équipements.

Le zonage s'accompagne :

- d'un rappel des critères de concertation de la délibération du 23 octobre 2014 du Parc, démarches à respecter auprès des habitants et des collectivités ;
- d'un tableau de recommandations concernant les protocoles d'observation des expertises naturalistes contenues dans les études d'impact (nombre minimal de jours d'écoute sous conditions météorologiques favorables, périodes d'observation, etc.) ;
- du protocole des suivis mortalité constitué par le Parc et à prendre en compte pour tous nouveaux projets ou repowering ;
- d'un cahier de recommandations à destination des décideurs, des porteurs de projets et des bureaux d'études.

Intégrés à la notice du Plan du Parc, ces éléments ont pour objectif de permettre une meilleure intégration paysagère, environnementale et sociale des projets éoliens situés sur le territoire du Parc naturel régional du Haut-Languedoc.

EFFETS DU ZONAGE

Les différents degrés de sensibilité constituent un indicateur de la sensibilité du site vis-à-vis de l'éolien. Ainsi, les éléments motivant le classement doivent faire l'objet d'une attention toute particulière dans l'étude d'impact et lors de la conception d'un projet.

Le niveau de sensibilité ne détermine pas de manière systématique l'avis du Parc sur les projets, à l'exception des zones de sensibilité maximale où toute nouvelle éolienne, hors repowering, est exclue.

En dehors des zones de sensibilité maximale, le projet sera analysé par une Commission compétente du Parc (voir le paragraphe « Rôle du Parc »). Cet examen sur le fond pourrait conduire le Parc à rendre un avis défavorable dans une zone de sensibilité faible, moyenne ou forte, en fonction des caractéristiques locales et des effets cumulatifs.

RÔLE DU PARC

Associer le Parc

Les communes et intercommunalités associent le Parc naturel régional du Haut-Languedoc, dès qu'elles ont connaissance d'un projet, afin d'assurer la prise en compte de la Charte.

Dans tous les cas, il revient aux promoteurs éoliens de prendre contact avec le Syndicat Mixte du Parc naturel régional du Haut-Languedoc suffisamment en amont, de préférence avant le lancement des études, afin qu'ils prennent connaissance du document de référence éolien et des différents éléments devant faire l'objet d'une attention particulière.

Puis, lorsqu'une implantation est à peu près définie suite aux résultats des études environnementales et paysagères, mais avant dépôt du dossier auprès de l'administration, le développeur (accompagné si possible d'un représentant de la mairie concernée) est invité à présenter en Commission du Parc les éléments issus de son pré-projet. Suite à cette présentation, le Parc lui transmettra ses observations en vue d'une meilleure prise en compte des remarques et compléments nécessaires.

Enfin, lors de l'instruction du dossier par le Parc dans le cadre de la procédure réglementaire, les éléments issus du dossier d'étude d'impact sont présentés en Commission par les techniciens du Parc, en présence du développeur, accompagné de représentants de la mairie concernée. Suite à cette présentation, le Parc rédige et envoie son courrier d'avis au service de l'État en charge de la consultation.

Méthode d'instruction

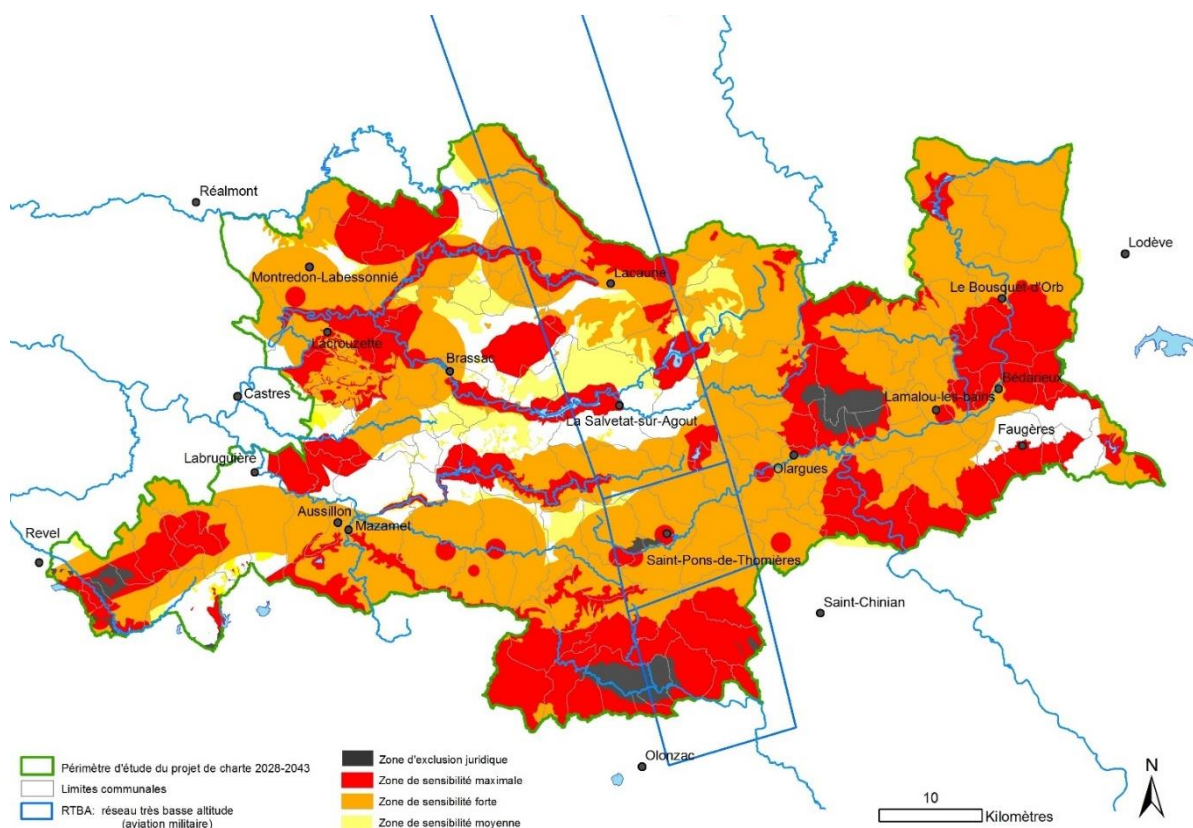
Le Parc naturel régional du Haut-Languedoc est consulté pour tous projets d'installations énergétiques nouvelles ou en renouvellement se développant sur son territoire ou sur une commune limitrophe. En effet, il est compétent réglementairement (articles R. 333-14 et R. 181-31 du code de l'environnement) pour rendre des avis consultatifs concernant les autorisations nécessitant des études d'impact. Par ailleurs, il peut être amené à être consulté dans le cadre d'autres procédures.

L'État est garant de la cohérence des caractéristiques des projets d'installations énergétiques avec les orientations et mesures fixées dans la Charte et ses documents annexés.

L'avis du Parc naturel régional du Haut-Languedoc, signé de son/sa Président(e) par délégation du Comité Syndical, est préparé par la commission compétente, au vu des éléments du dossier d'étude d'impact déposé, de la compatibilité du projet par rapport aux critères de la Charte et du document de référence éolien, de ses connaissances ou celles d'autres parties prenantes (associations écologiques, collectifs citoyens, etc.).

Cette Commission, composée d'élus du Syndicat du Parc, travaille de manière collective, avec l'appui technique des services du Parc. Elle prend en compte le niveau de sensibilité du site identifié dans le document de référence éolien ainsi que les spécificités du projet à l'échelle micro et macro. Le Parc sera particulièrement attentif aux effets cumulatifs produits sur un secteur donné par le nouveau projet (effets sur la biodiversité, les paysages et la qualité de vie dans le territoire).

CARTE DE SYNTHÈSE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE TERRITORIAL POUR L'ÉNERGIE ÉOLIENNE



Attention : l'échelle des cartes présentées dans ce document ne permet pas une visualisation de tous les éléments. Pour cela, des documents sous format SIG font références et sont disponibles sur demande.

MÉTHODE D'ÉLABORATION DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE TERRITORIAL POUR L'ÉNERGIE ÉOLIENNE

Principes de base

Le schéma éolien découle de la volonté d'intégrer à nouveau dans la Charte le zonage de synthèse du document de référence territorial pour l'énergie éolienne du Parc naturel régional du Haut-Languedoc, élaboré en 2004, et mis à jour en 2005 puis pour la Charte 2012-2027.

L'élaboration de ce document a réuni un comité de pilotage constitué de multiples acteurs du territoire.

Ce zonage a fait l'objet d'une extension, dans le respect des principes méthodologiques établis lors de son élaboration initiale, afin de couvrir l'ensemble du territoire d'étude. Il a également fait l'objet d'une mise à jour de certaines données et a intégré de nouveaux critères (Espaces Paysagers Naturels, gîtes à chiroptères, domaine vital de l'Aigle Royal, etc.).

Ce travail de synthèse permet un zonage hiérarchisé du territoire du Parc naturel régional du Haut-Languedoc selon le découpage suivant :

- Secteurs bénéficiant d'une protection réglementaire (en noir), indiqués pour information : site classé, arrêté de protection de biotope, réserve naturelle volontaire, réserve nationale de chasse et de faune sauvage ;
- Sensibilité maximale (en rouge) pour les secteurs bénéficiant d'une protection technique ou secteurs représentant des sensibilités paysagères ou environnementales particulièrement fortes : site Natura 2000, zonages du Plan National d'Action Bonelli, Espaces Paysagers Naturels Remarquables identifiés au Plan du Parc, couloirs de migration, zones humides, etc. ;
- Sensibilité forte (en orange) pour les secteurs inventoriés pour leur sensibilité particulière : sites inscrits, ZICO, Espaces Paysagers Naturels Sensibles identifiés au Plan du Parc, domaine vital de l'Aigle Royal, etc. ;
- Sensibilité moyenne (en jaune) pour les secteurs inventoriés présentant une sensibilité et un intérêt paysager ou naturel : ZNIEFF de type 1, etc.

Les espaces incolores sont des secteurs sans sensibilité recensée à l'échelle macroscopique.

Détail des éléments constituant le zonage

> PLAN DU PARC : ESPACES PAYSAGERS NATURELS REMARQUABLES ET SENSIBLES

Au vu de la sensibilité de ces espaces et des objectifs de préservation des caractéristiques environnementales et paysagères qui y sont rattachées, le document de référence éolien hiérarchise les sensibilités comme suit :

- Espaces Paysagers Naturels Remarquables : en sensibilité maximale ;
- Espaces Paysagers Naturels Sensibles : en sensibilité forte.

Les Espaces Paysagers Naturels Remarquables comprennent :

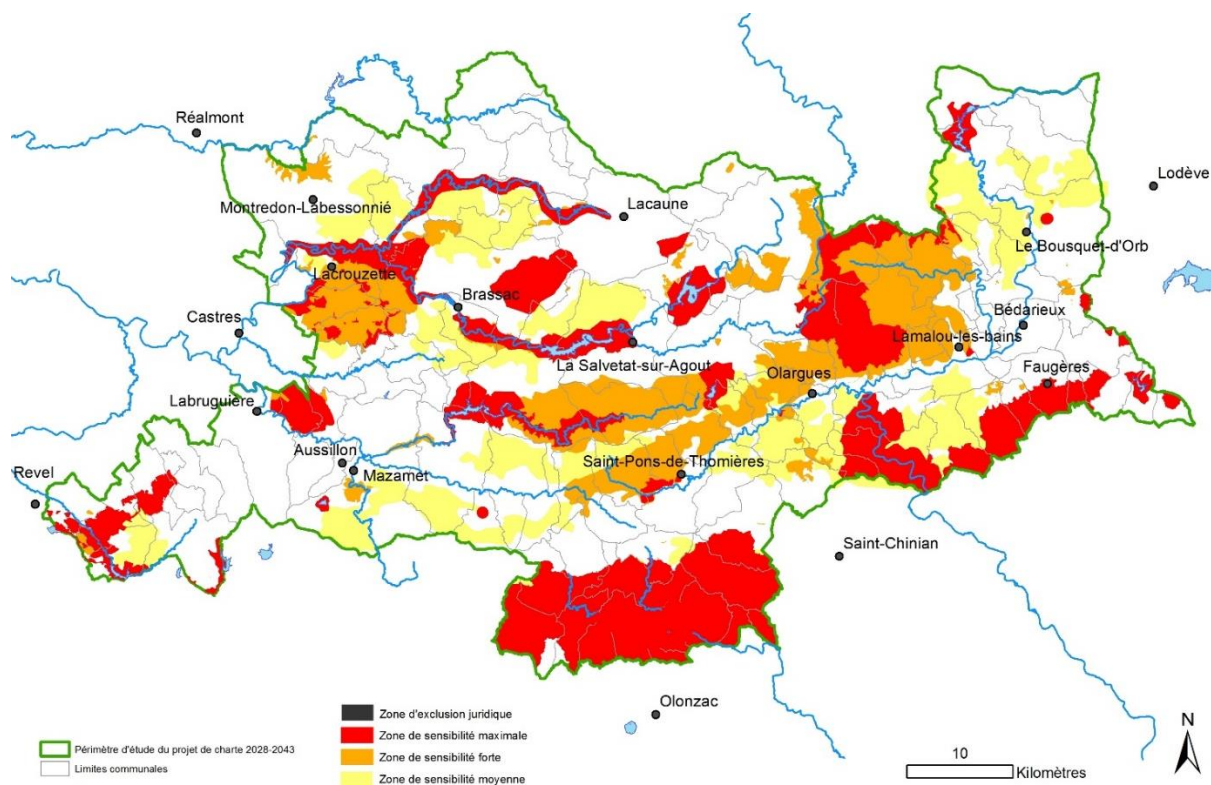
- Tous les sites Natura 2000 ;
- Les sites classés ;
- Certains Espaces Naturels Sensibles (ENS) : ceux faisant l'objet d'un classement en sensibilité maximale (démarche effectuée lors de l'élaboration du document de référence éolien en 2004) ;
- Des espaces paysagers jugés emblématiques à l'échelle du territoire ou particulièrement menacés : les lacs et leurs pourtours, la basse vallée de l'Orb, les côteaux du Faugérois, l'Opération Grand site « Cité de Minerve, gorges de la Cesse et du Brian », le zonage englobant le site Unesco du Canal du Midi ;
- Les zones d'exclusion du Plan de Parc pour le Sidobre.

La précédente Charte comportait une exception pour le site Natura 2000 du Margnès puisqu'elle laissait la possibilité (sous réserves) d'implanter de nouvelles éoliennes en complément des 6 existantes, si elles étaient situées dans une Zone de Développement Éolien (ZDE). Le cadre administratif gérant les ZDE ayant été supprimé depuis 2013, et au vu de la sensibilité forte de ce site vis-à-vis de l'éolien, cette particularité n'est plus conservée dans la présente Charte.

Les Espaces Paysagers Naturels Sensibles comprennent :

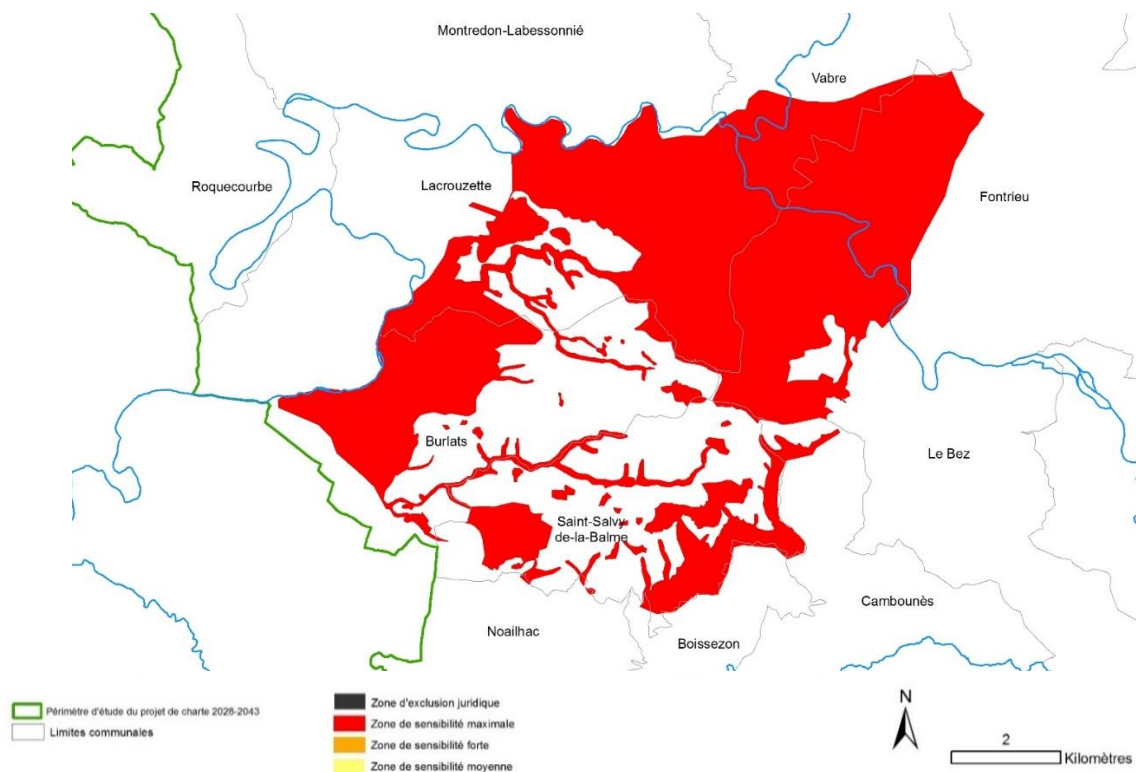
- Certains Espaces Naturels Sensibles (ENS) ne faisant pas l'objet d'un classement en sensibilité maximale ;
- Des espaces à enjeux forts : le bassin versant de l'Arn, le versant Nord du Somail et ses châtaigneraies, l'Espinouse et le Massif du Caroux ;
- Les sites inscrits.

Les zonages en jaune sont des sites avec des enjeux supposés mais nécessitant une amélioration des connaissances naturalistes pour estimer leur degré de sensibilité.



> PLAN DU PARC POUR LE SIDOBRE

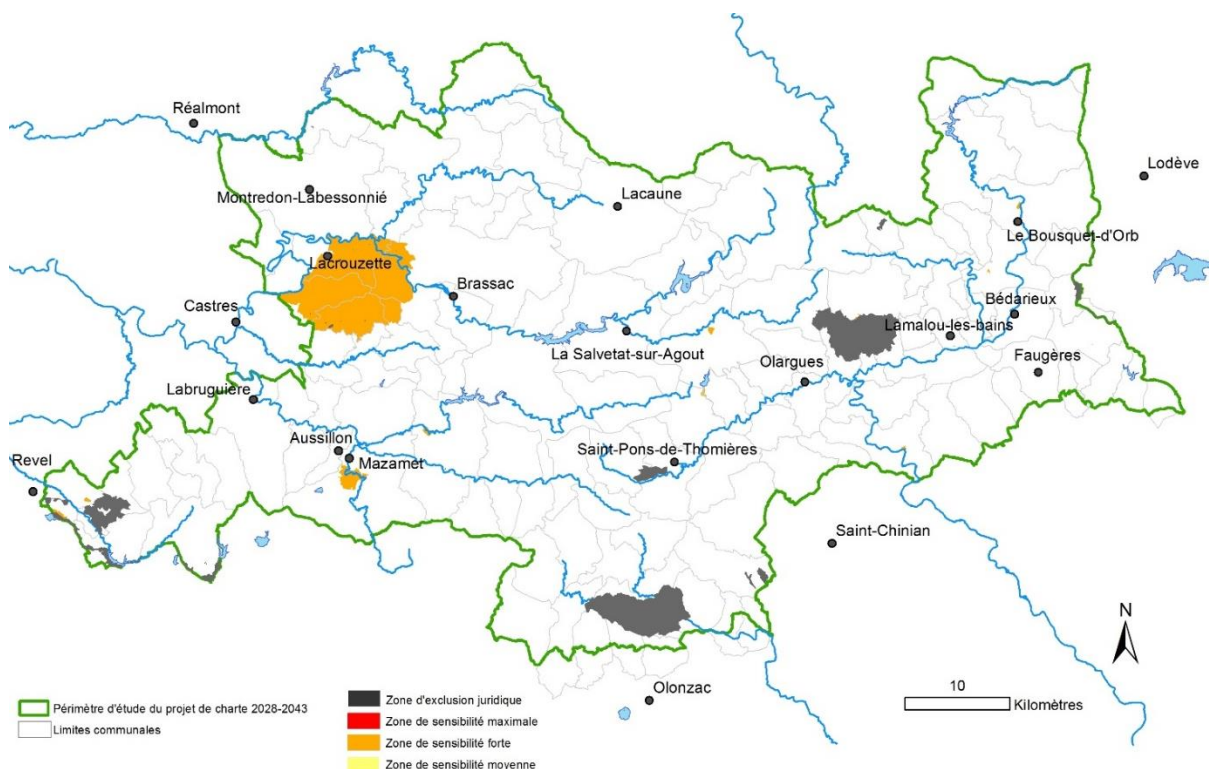
Seule la zone à vocation d'exploitation peut recevoir des éoliennes, elle est classée en sensibilité faible. Les autres zones, qu'elles soient patrimoniales ou de protection des cours d'eau, sont classées en sensibilité maximale.



> PROTECTIONS RÉGLEMENTAIRES

Les sites classés, les arrêtés de protection de biotope, les réserves naturelles volontaires, ainsi que les réserves nationales de chasse et de faune sauvage font l'objet d'une interdiction juridique de fait, elles sont repérées en noir dans le zonage.

Les sites inscrits font l'objet d'un classement en zone de sensibilité forte, à l'exclusion du site inscrit du Massif du Sidobre sur lequel le Plan du Parc pour le Sidobre prévaut.



> ZONES HABITÉES

Depuis 2011, les éoliennes terrestres sont soumises à la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), et l'implantation d'éoliennes de grande hauteur est soumise à une distance d'éloignement minimale de 500 mètres des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités et des zones destinées à l'habitation définies dans les documents d'urbanisme.

Dans un souci de clarté, la carte ne présente pas de tampon de 500 mètres appliqué autour de toutes habitations, contrairement à la version précédente du document de référence éolien.

> FAUNE VOLANTE

Les données sont issues d'une compilation de 4 études :

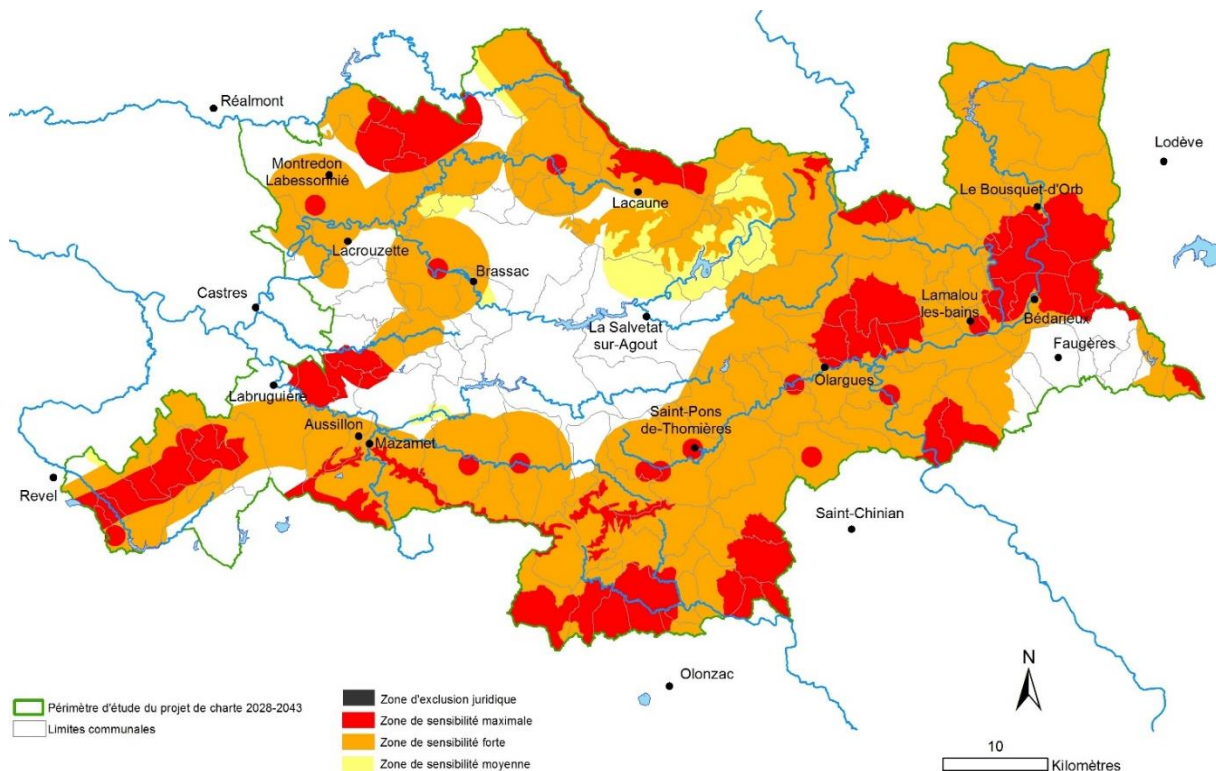
- Une étude, réalisée par la LPO pour le Parc entre 2002 et 2004. Elle concernait l'ensemble du périmètre de 1999 du Parc ;

- Une étude complémentaire de 2005 ciblant la migration sur la Montagne Noire ;
- L'étude « Cartographie des principaux enjeux avifaunistiques relatifs au développement de l'éolien dans le département du Tarn » (Conseil Général du Tarn, 2005), qui complète notamment les données concernant les secteurs des Vals et plateaux des Monts de Lacane ;
- Une étude menée en 2024 par la LPO Occitanie : « La migration en Haut-Languedoc : bilan des connaissances et des enjeux ». Cette étude met à jour l'ensemble des données du territoire via une synthèse des connaissances disponibles (études citées ci-dessus, suivis de la migration postnuptiale à Roquecezière entre 2006-2024, base de données Faune Occitanie (2014-2024), études d'impacts éolien, programmes de suivi GPS) et de relevés de terrains complémentaires.

Ainsi, les couloirs de migration et les sites de nidification recensés dans les précédentes versions du document de référence éolien ont été mises à jour. Et en complément, au vu de leurs enjeux, 3 zonages particuliers ont été rajoutés en sensibilité maximale :

- Les zonages (de présence avérée ou vacant) du Plan National d'Action de l'Aigle de Bonelli, un des rapaces les plus menacés sur le territoire français et pour lequel les enjeux de conservation sont jugés prioritaires pour le Parc ;
- Le site d'hivernage et de stationnement des Milans Royaux, localement important (50 à 100 oiseaux d'octobre à mars) et régulier (30 ans de présence connue) dans le Nord-Ouest du Parc (St-Pierre-de-Trivisy, le Masnau-Massuguiès, Montredon-Labessonnié) ;
- Plusieurs gîtes de chiroptères remarquables : un périmètre de 1km de rayon autour de chaque site a été classé en sensibilité maximale, complété d'une aire de 5km de rayon en sensibilité forte.

Enfin, les zonages du domaine vital de l'Aigle Royal ont été classés en sensibilité forte. En effet, cette espèce protégée a déjà subi des mortalités avérées avec des éoliennes présentes sur le Haut-Languedoc (secteur de l'Escandorgue).



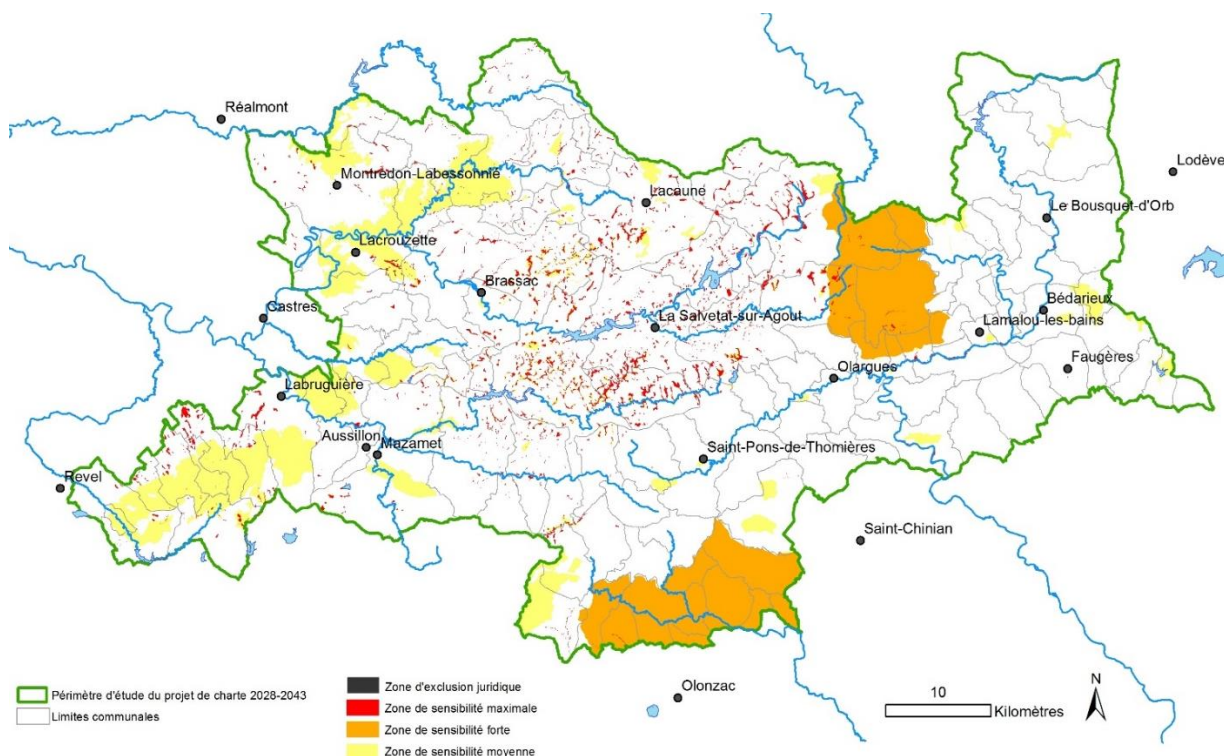
> ZONAGES D'INVENTAIRE

Les zones humides (sources : DREAL, Association du bassin versant Tarn Aveyron, Syndicat Mixte des Milieux Aquatiques et des Rivières) ont été classées en sensibilité maximale.

Les Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux, compte-tenu de leur objet d'inventaire de l'avifaune, appellent une vigilance particulière qui se traduit par un classement en sensibilité forte.

Les Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique de type 1, zonage d'inventaire assez précis indiquant la présence d'habitat ou d'espèces d'intérêt mais pour lesquels l'éolien ne présente pas nécessairement une nuisance spécifique, doivent faire l'objet d'un examen au cas par cas. Elles sont classées en zone de sensibilité moyenne.

Les Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique de type 2, grands ensembles naturels indiquant la présence d'habitat ou d'espèces d'intérêt n'ont pas été prises en compte du fait du caractère trop englobant de leurs zonages. Elles sont toutefois à prendre en compte lors des études d'impact.



CRITÈRES DE CONCERTATION : DÉMARCHES À RESPECTER AUPRÈS DES HABITANTS ET DES COLLECTIVITÉS

Une délibération du Comité Syndical du Parc naturel régional du Haut-Languedoc en date du 23 octobre 2014 définit les modalités minimales de concertation à mettre en place avec les collectivités concernées et leurs habitants. Dorénavant c'est sur la base de ces critères que le Parc appréciera les démarches de concertation mises en place lors du montage de projets éoliens.

Le Parc naturel régional du Haut Languedoc demande ainsi aux développeurs éoliens :

- D'organiser, en amont du dépôt du dossier, au moins une réunion d'information (ou démarche équivalente) à destination des habitants de la (ou des) commune(s) d'implantation et des communes limitrophes (justificatif à joindre au dossier du projet éolien) ;
- De présenter dans le dossier du projet éolien à l'instruction :
 - Une copie de la délibération de la (ou des) commune(s) d'implantation et des communes limitrophes indiquant la position argumentée du conseil municipal par rapport au projet ;

- Une copie de la délibération indiquant la position argumentée de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) directement concerné ;
- D'adresser un courrier exposant les détails du projet éolien (zone envisagée, nombre et taille des éoliennes, ...) aux communes en covisibilité dans un rayon de 10 kilomètres autour du projet. Ce courrier sera obligatoirement joint au dossier à l'instruction.

TABLEAU DE RECOMMANDATIONS MINIMALES CONCERNANT LES PROTOCOLES D'OBSERVATION DES ÉTUDES D'IMPACT

Tableau des minima pour l'analyse des inventaires avifaune et chiroptères des études d'impact de parc éolien :

Inventaire	Protocole	Minima	Période d'observation											
			Janv	Fév	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
Oiseaux nicheurs														
	Point d'écoute >> oiseaux chantants	3 jours												
	Point d'observation >> rapaces, oiseaux de passage	3 à 8 jours												
Oiseaux migrateurs														
prénuptiale	Point d'observation	3 à 8 jours												
postnuptiale	Point d'observation	8 à 15 jours												
Oiseaux hivernants														
	Point d'observation	1 jour												
Chiroptères														
	Point d'écoute	Par transit : 10 à 12 jours (1 / semaine) Mise-bas : 5 à 6 jours (1 / 15 jours)												
	Transect													
	Enregistreur automatique													
	Recherche de gîtes	> 1 jour												

Pour les oiseaux, les minima collectés sont sensiblement ceux que l'on peut retrouver dans les études d'impact, à quelques jours près. Par contre, pour les chauves-souris, les moyens mis en œuvre pour connaître leur activité sont souvent inférieurs que ceux recommandés dans ce tableau. En effet, pour connaître la fréquentation des chauves-souris pendant la période de transit, il est conseillé de passer le site au détecteur toutes les semaines : or, seulement quelques jours lui sont généralement accordés.

Concernant le matériel utilisé pour la détection des ultrasons des chauves-souris, il faut veiller à ce qu'il ne contienne pas de filtre passe-haut qui écarte les contacts d'espèces inférieurs à 15 KHz. En effet, cela induirait une détection limitée d'espèces concernées par le risque de collision, comme la Grande Noctule ou le Molosse de Cestoni.

PROTOCOLE MINIMAL DES SUIVIS DE MORTALITÉ

Au vu des enjeux primordiaux liés à la faune volante sur tout le Haut-Languedoc, il est demandé aux exploitants éoliens de renforcer le protocole national de la manière suivante :

- Le suivi de l'année N+1 à deux passages par semaine sur toute la période de douze mois. En effet, faire un suivi le plus élargi possible est indispensable si l'on souhaite estimer au plus juste l'impact annuel d'un parc éolien. Sinon, étant donné les changements d'activités liés aux variabilités saisonnières, il est impossible d'extrapoler la mortalité au-delà de la période de suivi.
- Pour les années N+2 et N+3, l'exploitant pourra adapter la fréquence des passages en fonction des constats d'enjeux relevés lors de l'année N+1 : maintenir 2 passages par semaine lors des périodes d'activité de la faune volante, et peut-être diminuer à 1 passage par semaine lors des périodes de moindre activité : fin automne/hiver.

Si le protocole national est revu avec un nombre de passages plus important que celui demandé par le Parc, il devra bien évidemment être suivi.

Les effets cumulés/cumulatifs potentiels liés à la présence d'un grand nombre d'éoliennes sur le Haut-Languedoc justifient complètement la réalisation d'un suivi post-implantation complet comportant une pression de relevés suffisante.

Concernant les formules utilisées pour les calculs de mortalité, elles devront fournir une estimation de la mortalité avec un intervalle de confiance, par exemple en utilisant le logiciel EolPower créé par le CEFÉ-CNRS dans le cadre de travaux sur les conflits entre éolien et biodiversité. En effet, dans la plupart des suivis, les mortalités, estimées à l'aide des formules standardisées (Erickson, Jones, Huso), ne sont que très rarement accompagnées de leurs incertitudes. Les résultats de mortalité ne peuvent donc pas être exploités au mieux, notamment au cours de la vie d'un parc éolien, ou pour comparer différents parcs éoliens entre eux.

Afin de s'assurer de la qualité et de la rigueur des suivis mortalité, Le Parc naturel régional du Haut-Languedoc s'est doté d'une méthode d'évaluation. Plus un protocole est robuste, plus l'estimation de la mortalité est fiable. Les critères de la méthode d'évaluation ont été choisis après analyses de divers documents de recommandations, de protocoles nationaux et après échanges avec les

différents acteurs de l'éolien du territoire. Ils ont été retenus pour leur caractère indispensable dans l'estimation de la mortalité d'un parc éolien et ont été classés en trois catégories :

- Les critères liés aux modalités du suivi ;
- Les critères liés aux sources de biais ;
- Les critères liés à la communication des résultats.

Une note sur 20 peut ainsi être appliquée à chaque suivi.

	CRITÈRES	NOTE
MODALITÉS DU SUIVI	Début du suivi	1
	Étendue du suivi	1,5
	Durée annuelle du suivi	1,5
	Nombre d'éoliennes suivies	1
	Surface théorique de prospection	1
	Fréquence de passage	2
	Mode de recherche	1
	TOTAL	9
SOURCES DE BIAIS	Test d'efficacité - Fréquence	1
	Test d'efficacité - Leurres	1
	Test de persistance - Fréquence	2
	Test de persistance - Cadavres	1
	Test de persistance - Modalités	1,5
	Surface prospectée	1,5
	TOTAL	8
RÉSULTATS	Données brutes	1
	Mortalité estimée	1
	Analyse qualitative	1
	TOTAL	3
	TOTAL	20

La note obtenue par la méthode d'évaluation permet de rendre compte de la rigueur du suivi mortalité évaluée. Les critères retenus évaluent la robustesse des prospections ainsi que la manière de communiquer et d'interpréter les résultats de l'étude. Seuls les suivis dont la note est strictement supérieure à 10 sont considérés comme exploitables et peuvent faire l'objet d'une analyse quantitative de leur mortalité estimée.

Le livret présentant en détail cette méthode d'évaluation ainsi que sa grille de notation associée est présenté en fin d'annexe 1.

CAHIER DE RECOMMANDATIONS AUX PORTEURS DE PROJETS

Objet des recommandations

Ces recommandations sont conçues pour aider le porteur de projet à appréhender de manière plus précise, dans le cadre de la procédure d'étude d'impact, les effets paysagers, environnementaux et sociaux liés à l'implantation d'un projet éolien, et ainsi, à optimiser les conditions d'une intégration du projet depuis la conception jusqu'au démantèlement.

Les mesures de réduction des impacts proposées par le porteur de projet devront montrer leur faisabilité technique et administrative, et faire l'objet d'une évaluation financière.

Pour le Syndicat Mixte du Parc naturel régional du Haut-Languedoc, les présentes recommandations constituent un référentiel pour l'appréciation de la qualité des projets éoliens. Elles n'ont pas une vocation d'exhaustivité, elles ne présument ni de l'apparition de nouvelles préoccupations, liées par exemple à une amélioration de la connaissance du territoire, ni de recommandations ponctuelles qui pourraient être liées au contexte d'un projet spécifique.

Recommandations générales liées aux différentes étapes de la démarche

> ÉTAPE N°1 : PHASE PRÉALABLE DU PROJET

Lors de cette phase, le porteur de projet doit consulter le document de référence éolien et identifier la zone d'implantation qui doit lui donner les premières indications sur la faisabilité de son projet.

Un premier contact est pris avec le Syndicat Mixte du Parc à qui le pétitionnaire expose les motivations qui ont conduit à ce choix. En fonction des éléments de connaissance disponibles à ce stade (notamment ceux qui figurent dans la présente notice), une première liste de points de vigilance particuliers pourra être dégagée en vue de préciser les attentes concernant le contenu de l'étude d'impact et en particulier les effets cumulatifs induits par ce nouveau projet. Le recours à un paysagiste concepteur Diplômé d'État est préconisé.

Dès cette étape, le pétitionnaire devra également présenter les modalités de concertation envisagées auprès des élus, de la population, des administrations lors des différentes phases de la procédure.

> ÉTAPE N°2 : PHASE D'ÉTUDE ET DE CONCEPTION DU PROJET

Sur la base de l'ensemble des données ou informations recueillies en phase préalable, le porteur de projet s'attachera dans cette deuxième étape à compléter et affiner les éléments de l'étude d'impact permettant d'appréhender l'ensemble des effets du projet et d'apprécier les mesures de suppression, de réduction, d'accompagnement ou de compensation proposées.

Cette phase d'étude est majeure car c'est par la précision des informations apportées que le niveau de prise en compte des recommandations par le porteur de projet pourra être apprécié. Les éléments thématiques à aborder, ainsi que des recommandations méthodologiques visant leur prise en compte figurent dans la partie concernant les recommandations thématiques.

L'analyse gagnera notamment à s'appuyer sur la typologie des effets présentée ci-dessous :

Effets directs

- En matière de « paysage » au sens large, les grands enjeux peuvent porter sur des télescopages entre activités préexistantes, traditionnelles – productrices de paysages – et la nouvelle activité projetée. L'aménagement projeté peut aussi, dans certains cas, dénaturer par sa présence, la physionomie paysagère d'un site reconnu pour sa qualité, ou simplement très visible et/ou très fréquenté. Les projets doivent donc prendre en compte :
 - les dynamiques paysagères des sous-unités définies par le cahier de paysages annexé à la Charte ainsi que les enjeux paysagers des sous-unités directement concernées par le projet ou par covisibilités sur le grand paysage ;
 - les objectifs de qualité paysagère fixés par la Charte et être compatibles avec ceux-ci ;
 - les objectifs fixés par les plans de paysages concernés identifiés par le Plan de Parc ;
 - le paysage à l'échelle proche à travers l'intégration des aménagements et équipements annexes dans les motifs paysagers locaux ;
 - le défrichement ou le déboisement des surfaces pouvant générer une érosion plus ou moins importante des sols.
- Les pratiques sportives et touristiques (appropriations sectorielles du paysage) constituent aussi un risque important de télescopage ; elles peuvent être des sources de conflits et entraîner la formation de mouvements associatifs de contestation : circuit de découverte, pratique d'un sport susceptible d'entrer en conflit –comme le parapente par exemple ou le vol à voile...
- En matière d'avifaune, ils peuvent concerner une perturbation comportementale, une diminution de la ressource alimentaire due à une perte de biotope ou une modification de la trajectoire pour les migrants.
- L'effet cumulatif engendré par le projet au regard des parcs éoliens en projets ou en fonctionnement dans le secteur concerné.
- Etc.

Effets indirects

Ils peuvent être différés dans le temps et l'espace :

- Le bruit engendré par les engins de chantier et le trafic des camions de transport.
- L'ouverture accentuée du milieu, du fait des besoins en accessibilité des engins porteurs d'éoliennes, et sur fréquentation de sites fragiles : piétinement, cueillettes sauvages...
- L'accès aux 4x4, aux trials, à l'organisation de Rave-Party, suite à la connaissance du site par le public, entraînant des conflits, des concurrences avec les pratiques antérieures du site, des gênes acoustiques etc.
- La pollution des eaux superficielles (hydrocarbures des moteurs, particules entraînées par les eaux de ruissellement).
- La production de déchets.
- Etc.

Effets cumulatifs

- Sur le paysage, il est important d'identifier le paysage à travers ses grands ensembles régionaux, ses unités départementales, ses sous-unités homogènes locales, ses terroirs, ses séquences et rythmes. Toutes ces unités, de la plus vaste à la plus restreinte, sont à appréhender pour mieux évaluer les effets cumulatifs potentiels. L'aspect « fréquentation » est également à prendre en compte pour apprécier le niveau cumulatif des effets.
- Sur le milieu naturel et plus particulièrement sur l'avifaune, où l'accumulation de projets éoliens sur une même zone peut devenir un obstacle au bon déroulement de la migration et engendrer une perte de territoires de chasse pour les espèces patrimoniales sensibles (Aigle de Bonelli, Aigle Royal, Vautour, Circaète Jean-le-blanc, etc.).
- Etc.

Effets temporaires et effets durables

Cette distinction s'avère très utile. En effet, les nuisances de chantier, liées au bruit, à l'accumulation d'engins, à la rotation des toupies de béton, ne s'inscrivent pas dans la même durée que les phénomènes liés à l'intégration de l'installation dans son milieu : tassements, compactages, bourrelets cicatriciels, levées sauvages d'adventices, pollutions végétales, démolition de murets ou clapas, visibilité, bruit pour les habitations proches ou plus éloignées, etc.

Une analyse précise des effets précités du projet éolien sera réalisée dans le cadre de l'étude d'impact. Le pétitionnaire pourra alors proposer des mesures de suppression, de réduction, d'accompagnement ou de compensation des impacts. Ces mesures devront montrer leur faisabilité technique et administrative, et faire l'objet d'une évaluation financière.

Par ailleurs, les suivis écologiques (mesures d'accompagnement) devront faire l'objet d'une planification prévisionnelle et être accompagnés d'une liste des dispositions qui pourraient être prises en cas de constat d'un impact.

Le développeur présente en Commission compétente du Syndicat Mixte du Parc ces données d'études, avant le dépôt du permis de construire. Il pourra être demandé des indications complémentaires sur le contenu des documents présentés. En cas d'insuffisance des données, des compléments d'études pourront être demandés. Enfin, des remarques pourront être émises à ce stade afin d'assurer leur prise en compte avant le dépôt du dossier.

Durant cette phase d'étude et de conception, le porteur de projet aura le souci de respecter les dispositions en matière d'information et de concertation prévues dans la phase préalable.

> ÉTAPE N°3 : PHASE DE RÉALISATION DU PROJET (CHANTIER)

Les impacts liés au chantier de construction d'une centrale éolienne sont loin d'être négligeables. La circulation des engins lourds, les tranchées d'enfouissement des câbles, la construction des voies nécessaires à la gestion, l'entretien des machines et les travaux provisoires nécessaires à l'acheminement des installations et engins de manutention doivent être examinés dans l'étude d'impact. En outre, les fondations des éoliennes peuvent, dans certains cas, provoquer des perturbations des milieux où elles sont implantées en modifiant, interrompant ou créant des circulations d'eau dans le sol si aucune précaution n'est prise.

Pour cette phase, comme la précédente, il est recommandé l'appui d'un référent environnement et paysage afin de respecter les précautions à prendre en préalable, et, les mesures édictées dans le cadre de l'étude d'impact pour supprimer, réduire, maîtriser :

- • les impacts sur le milieu naturel ;
- • les impacts sur le paysage ;
- • les risques de pollution sur le chantier et la quantité de déchets de chantier mis en décharge.

Aussi, paraît-il important de veiller au bon déroulement de la phase chantier afin de limiter au maximum les impacts potentiels. Il est recommandé au pétitionnaire de prendre en considération les mesures suivantes. Afin de limiter les impacts sur l'environnement, il convient de prêter une attention :

- À la période de réalisation du chantier : elle devra tenir compte du cycle biologique annuel des populations animales ;
- À la propreté du chantier et à la limitation des pollutions : des moyens seront mis à disposition pour assurer la propreté du chantier (bennes pour le tri des déchets, bacs de rétention, bacs de décantation, filets permettant d'éviter la dispersion dans le milieu des déchets légers sur des sites par nature très ventés, etc.) et l'évacuation des déchets vers les filières de valorisation sera privilégiée ;
- Au traitement des fondations où les décaissements seront limités au strict nécessaire ;
- À la mise en œuvre des suivis prévus dans l'étude d'impact ;
- À l'élaboration d'un plan de suivi des travaux établi et conduit avec l'aide d'un écologue et précisant par exemple :
 - le piquetage des parcelles sensibles à mettre en défens ;

- le zonage des déblais remblais ;
- la formation et la sensibilisation des personnels intervenants ;
- la mise en place de protocoles visant à éviter le dérangement de la faune ;
- des visites de contrôle ;
- des assistances diverses.

Afin de limiter les impacts sur le paysage, il convient de prêter une attention :

- Au repérage et balisage des principaux éléments du patrimoine bâti ou des éléments identitaires du paysage, de leurs dynamiques et leurs enjeux ;
- Aux pistes d'accès : l'utilisation des pistes existantes sera privilégiée. Les nouvelles pistes devront respecter la topographie et les courbes de niveaux. Les pistes et les déblais - remblais, lorsqu'il y en aura, devront faire l'objet de mesures d'accompagnement paysager (murs de soutènement utilisant les matériaux locaux, végétalisation par des essences locales, choix des matériaux de revêtement de la piste) afin de favoriser la cicatrisation du paysage des surfaces terrassées ;
- Aux terrassements et aménagements au sol liés à la construction des éoliennes :
 - l'emprise au sol sera réduite au minimum ;
 - les déblais - remblais seront limités ;
 - le revêtement du sol sera adapté au milieu environnant (le bitume est fortement déconseillé) ;
 - si clôtures, elles devront être de teinte sombre ou de type agricole afin de faciliter leur insertion dans le paysage la teinte verte est à proscrire ;
 - les bâtiments techniques devront faire l'objet d'un traitement architectural de qualité en reprenant de préférence la typologie du petit bâti agricole et/ou forestier par un parement en pierre ou en bois, la réalisation d'un toit et un traitement de la façade. Les teintes vertes, grises et blanches sont à proscrire.
- À la mise en œuvre des mesures d'accompagnement prévues dans l'étude d'impact pour limiter les impacts sur le paysage et le milieu naturel et créer les conditions favorables pour réappropriation rapide du milieu par les espèces végétales locales.

> ÉTAPE N°4 : PHASE D'EXPLOITATION ET SUIVI

Cette phase est la plus longue (environ 20 ans). Il s'agit pour l'exploitant de mettre en œuvre les mesures de réduction, de suppression, d'accompagnement et de compensation des impacts et notamment d'effectuer les suivis de comportement et de mortalité (chiroptères, avifaune, etc.). Ils permettront d'évaluer les impacts constatés du projet, au regard des prévisions, d'identifier les dysfonctionnements éventuels et les corrections pourront alors être apportées. Ces mesures sont à anticiper dans le cadre de l'étude d'impact. Les résultats de ces suivis seront communiqués au Syndicat Mixte ainsi qu'à l'ensemble des élus et des administrations concernées.

L'exploitant devra mettre en place un comité de suivi spécifique qui se réunira au minimum tous les 3 ans tout au long du fonctionnement du parc éolien : espace d'information et d'échanges regroupant au minimum le gestionnaire de la centrale, le Parc, les collectivités concernées (mairies, EPCI), les services de l'État, les propriétaires des terrains et les associations locales de protection de l'environnement.

> ÉTAPE N°5 : FIN D'EXPLOITATION ET SUIVI

Deux hypothèses doivent être envisagées :

- En cas de démantèlement, il sera procédé à une remise en état du site telle que définie dans l'étude d'impact. Ces mesures de démantèlement et de remise en état du site devront respecter le site et favoriser une reconquête rapide par le milieu naturel. Les aménagements qui ont été conduits sur le site doivent être réversibles. Comme le stipule la loi, un cautionnement bancaire approprié sera constitué en vue du démantèlement de la centrale éolienne et de la remise en état du site.
- • En cas de renouvellement (repowering) : le porteur de projet devra redéposer un nouveau dossier (étapes 2 à 5) si l'État considère que le projet entraîne des modifications substantielles. Dans tous les cas, il faudra rechercher un repowering vertueux, ne se suffisant pas d'un statu quo au niveau des impacts, mais proposant leur réduction afin de les rendre acceptables au vu des connaissances actualisées. Pour les projets de repowering comprenant des éoliennes en zones de sensibilité maximale (machines accordées avant l'intégration de la commune dans le Parc, ou de la prise en compte du document de référence éolien du Parc, etc.), il faudra mettre en place des mesures fortes de réduction d'impact.
- Dans les deux hypothèses, une évaluation du fonctionnement global du projet sera établie comprenant notamment une évaluation des effets des mesures préconisées. Cette évaluation sera communiquée au comité de suivi.

RECOMMANDATION THÉMATIQUES

Thème 1 : Paysage et patrimoine culturel et bâti

> THÈME ET SOUS – THÈMES : PERCEPTIONS LOINTAINES ET RAPPROCHÉES

OBJECTIFS	<ul style="list-style-type: none">■ Établir un état des lieux et un diagnostic détaillés, caractériser la ou les sous-unités paysagères, en extraire les principaux enjeux ;■ Analyser les modalités d'intégration des éoliennes à cette ou ces sous-unités paysagères ;■ Analyser, le cas échéant, les effets de covisibilité entre parcs éoliens, et en déduire un projet d'implantation (effet cumulé dans le paysage de ce projet ajouté aux projets en cours ou aux parcs éoliens en fonctionnement) ;■ Évaluer les impacts de l'ensemble du projet et des aménagements connexes ;■ Proposer des mesures d'adaptation du projet, de suppression ou de réduction des impacts ;■ Recourir uniquement en dernier lieu aux mesures compensatoires.
MÉTHODE D'ANALYSE PRÉCONISÉE	<ul style="list-style-type: none">■ S'appuyer sur les diagnostics des plans de paysage ainsi que sur le cahier de paysage du Parc et les atlas de paysage départementaux ou autre étude ou inventaire existant, la base de données Mérimée ;■ Réaliser un reportage photographique et des observations de terrain à adapter selon les saisons ;■ Conduire une analyse paysagère de la sous-unité paysagère dans laquelle se situe le projet avec définition de la structure, des éléments qui caractérisent ce paysage et des dynamiques paysagères.
RECOMMANDATIONS	<ul style="list-style-type: none">■ L'analyse paysagère devra aussi comprendre des prises de vues externes du projet depuis les points remarquables et des sites habités dans un rayon d'une vingtaine de kilomètres du projet ;■ Plusieurs photomontages avec les éoliennes seront alors effectués.

**NATURE DES
DOCUMENTS À
FOURNIR PAR LE
PORTEUR DE PROJET**

- Fournir une synthèse de l'analyse paysagère présentant des schémas d'organisation de principe du paysage et une carte commentée des sous-unités paysagères ;
- Fournir des fonds de plan au 1/50 000ème et au 1/25 000ème, où sera localisé l'implantation du projet, son orientation ainsi que les endroits depuis lesquels les prises de vues ont été effectuées. Une carte situant les cônes de perception sera présentée ;
- Fournir des photos avant et après photomontage depuis les points remarquables du paysage et site(s) de visibilité du projet, le cas échéant, des photographies intégrant les projets éoliens covisibles ;
- Fournir une carte des alternatives d'accès chantier et aménagements ;
- Fournir un tableau récapitulant les impacts du projet et les mesures réductrices, correctrices ou compensatoires envisagées.

> THÈME ET SOUS – THÈMES : PERCEPTIONS SUR LE SITE

OBJECTIFS

- Établir un état des lieux et un diagnostic détaillés, préciser la nature et la vocation des sentiers, en extraire les principaux enjeux ;
- Évaluer les impacts de l'ensemble du projet et des aménagements connexes ;
- Proposer des mesures d'adaptation du projet, de suppression ou de réduction des impacts ;
- Recourir uniquement en dernier lieu aux mesures compensatoires.

**MÉTHODE
D'ANALYSE
PRÉCONISÉE**

- S'appuyer sur les données du Parc, des CDT, des Conseils Départementaux, et OTSI.

RECOMMANDATIONS

- Éviter toute implantation sur les sentiers de randonnée ;
- Éviter de déstructurer des sentiers de randonnée ou des chemins reconnus par des recoupements multiples par les pistes d'accès ;
- Affiner les angles de vision depuis les sentiers de randonnée concernés par le projet. Cette démarche doit être faite dès la première étape afin d'optimiser le projet de paysage ;

	<ul style="list-style-type: none"> ■ Si le sentier venait à être coupé lors du chantier, mettre en place un contournement temporaire, en concertation avec le Comité Départemental de la Randonnée Pédestre.
NATURE DES DOCUMENTS À FOURNIR PAR LE PORTEUR DE PROJET	<ul style="list-style-type: none"> ■ Établir une cartographie au 1/25 000ème des ouvertures visuelles depuis les sentiers de randonnées ; ■ Établir des prises de vue depuis les champs visuels les plus ouverts ; ■ Réaliser des photomontages depuis les angles de vision forte.

Thème 2 : Patrimoine naturel

> THÈME ET SOUS – THÈMES : HABITATS NATURELS ET FLORE

OBJECTIFS	<ul style="list-style-type: none"> ■ Établir un état des lieux et un diagnostic détaillés ; en extraire les principaux enjeux ; ■ Évaluer les impacts de l'ensemble du projet et des aménagements connexes ainsi que les effets cumulatifs liés à l'ajout du nouveau projet aux projets éoliens en cours ou aux parcs éoliens en fonctionnement ; ■ Proposer des mesures d'adaptation du projet, de suppression ou de réduction des impacts ; ■ Recourir uniquement en dernier lieu aux mesures compensatoires.
MÉTHODE D'ANALYSE PRÉCONISÉE	<ul style="list-style-type: none"> ■ S'appuyer sur la liste des habitats naturels prioritaires établie par le Parc et sur la liste des espèces végétales patrimoniales du Parc (+ listes des espèces végétales protégées) ; ■ Utiliser les méthodes habituelles de phytosociologie et la codification CORINE Biotope ; ■ Ne pas se limiter dans l'étude à la seule superficie des habitats identifiés mais les resituer et les analyser dans le contexte global de leur fonctionnement.
RECOMMANDATIONS	<ul style="list-style-type: none"> ■ Le cas échéant, mettre en place des suivis des stations floristiques, des habitats naturels et de la dynamique de végétation dès les premiers travaux et les conduire sur une durée pertinente.

**NATURE DES
DOCUMENTS À
FOURNIR PAR LE
PORTEUR DE PROJET**

- Fournir des bases de données informatiques et cartographiques (aux échelles adaptées ; 1/100 000ème, 1/25 000ème, 1/2 500ème) ;
- Fournir des cartographies détaillées présentant état des lieux, diagnostic, enjeux et propositions de mesures d'adaptation du projet, de suppression ou de réduction des impacts concernant les stations d'espèces végétales, les habitats naturels et la dynamique de végétation.

> THÈME ET SOUS – THÈMES : HABITATS D'ESPÈCES ET FAUNE

OBJECTIFS

- Établir un état des lieux et un diagnostic détaillés ; en extraire les principaux enjeux ;
- Évaluer les impacts de l'ensemble du projet et des aménagements connexes ;
- Proposer des mesures d'adaptation du projet, de suppression ou de réduction des impacts ;
- Recourir uniquement en dernier lieu aux mesures compensatoires.

**MÉTHODE
D'ANALYSE
PRÉCONISÉE**

- S'appuyer sur les diagnostics naturalistes existants, notamment ceux établis sur la liste des habitats d'espèces (directive européenne sur les habitats naturels), et par le Parc ;
- Utiliser les méthodes d'observation et de recensement préconisées par l'État et au paragraphe VIII, et la codification CORINE Biotope pour les habitats d'espèces ;
- Adapter les observations au cycle biologique annuel des populations animales (périodes, durées).

RECOMMANDATIONS

- L'aire d'étude doit être adaptée au contexte local et aux populations animales présentes de façon à bien appréhender les enjeux, les resituer et les analyser dans le contexte local et global ;
- Une attention particulière sera portée à l'avifaune nicheuse, à l'avifaune migratrice, aux chiroptères. L'état des lieux et le diagnostic initial devront établir s'il existe des enjeux majeurs sur d'autres groupes d'espèces (autres mammifères, reptiles et amphibiens, arthropodes), et le cas échéant des diagnostics détaillés seront réalisés ;
- Si nécessaire, mettre en place des suivis des populations et de leur dynamique dès l'avant-projet et les conduire sur une durée pertinente.

**NATURE DES
DOCUMENTS À
FOURNIR PAR LE
PORTEUR DE PROJET**

- Fournir des bases de données informatiques et cartographiques (aux échelles adaptées ; 1/100 000ème, 1/25 000ème, 1/2 500ème) ;
- Fournir des cartographies détaillées présentant état des lieux, diagnostic, enjeux et propositions de mesures d'adaptation du projet, de suppression ou de réduction des impacts concernant les populations animales et les habitats d'espèces.

> THÈME ET SOUS – THÈMES : RÉSEAU HYDROGRAPHIQUE, HABITATS ET FAUNE ASSOCIÉS

OBJECTIFS

- Établir un état des lieux et un diagnostic détaillés ; en extraire les principaux enjeux ;
- Évaluer les impacts de l'ensemble du projet et des aménagements connexes ;
- Proposer des mesures d'adaptation du projet, de suppression ou de réduction des impacts ;
- Recourir uniquement en dernier lieu aux mesures compensatoires.

**MÉTHODE
D'ANALYSE
PRÉCONISÉE**

- S'appuyer sur les données de l'Office français de la biodiversité, des agences de l'eau, collectivités, du Parc (diagnostic naturaliste), des fédérations et associations de pêche, des associations naturalistes ;
- S'appuyer sur les préconisations des services de l'État et la liste des habitats naturels et habitats d'espèces (directive européenne sur les habitats naturels) ;
- Utiliser les méthodes habituelles de phytosociologie pour les habitats naturels et les habitats d'espèces ; utiliser les méthodes habituelles d'observation et de recensement pour les populations animales (ex : pêche électrique, IBGN, méthode micro-habitats) ;
- Adapter les observations au cycle biologique annuel des populations animales (périodes, durées).

RECOMMANDATIONS

- Ne pas se limiter dans l'étude à la seule superficie des habitats identifiés mais les resituer et les analyser dans le contexte global de leur fonctionnement ;
- Le cas échéant, mettre en place des suivis de populations ou d'habitats naturels ou habitats d'espèces dès l'avant-projet et les conduire sur une durée pertinente.

**NATURE DES
DOCUMENTS À
FOURNIR PAR LE
PORTEUR DE PROJET**

- Fournir des bases de données informatiques et cartographiques (aux échelles adaptées ; 1/100 000ème, 1/25 000ème, 1/2 500ème) ;
- Fournir des cartographies détaillées présentant état des lieux, diagnostic, enjeux et propositions de mesures d'adaptation du projet, de suppression ou de réduction des impacts concernant les cours d'eau, les populations animales (loutres, poissons, invertébrés aquatiques, odonates, autres groupes), les habitats naturels et les habitats d'espèces associés.
- Fournir une étude sur les impacts possibles sur la ressource en eau (eaux potables, eaux souterraines, milieux aquatiques et humides).

> THÈME ET SOUS – THÈMES : FONCTIONNEMENT DE L'ÉCOSYSTÈME, ÉCOLOGIE DU PAYSAGE

OBJECTIFS

- Établir un état des lieux et un diagnostic détaillés permettant une bonne compréhension de l'écosystème étudié et de son fonctionnement ; en extraire les principaux enjeux ; évaluer les impacts de l'ensemble du projet et des aménagements connexes ;
- Proposer des mesures d'adaptation du projet, de suppression ou de réduction des impacts ;
- Recourir uniquement en dernier lieu aux mesures compensatoires.

**MÉTHODE
D'ANALYSE
PRÉCONISÉE**

- S'appuyer sur les concepts et notions développées en écologie du paysage (ex : effet lisière, métapopulations, fragmentation du paysage, corridors écologiques, complexes écologiques, zones tampons, etc.).

RECOMMANDATIONS

- L'aire d'étude doit être adaptée au contexte local et aux phénomènes que l'on souhaite mettre en évidence ;
- Le cas échéant, mettre en place des suivis des phénomènes dès l'avant-projet et les conduire sur une durée pertinente.

**NATURE DES
DOCUMENTS À
FOURNIR PAR LE
PORTEUR DE PROJET**

- Fournir des bases de données informatiques et cartographiques (aux échelles adaptées ; 1/100 000ème, 1/25 000ème, 1/2 500ème) ;
- Fournir des cartographies détaillées présentant état des lieux, diagnostic, enjeux et propositions de mesures d'adaptation du

projet, de suppression ou de réduction des impacts concernant l'écosystème et son fonctionnement.

Thème 3 : Volet technique et habitat

> THÈME ET SOUS – THÈMES : HABITAT

OBJECTIFS	<ul style="list-style-type: none">■ Établir un état des lieux précis de l'habitat dans un rayon d'environ 5 kilomètres autour projet ;■ Évaluation des impacts du projet sur l'habitat ;■ Proposer des mesures d'adaptation du projet, de suppression ou de réduction des impacts ;■ Recourir uniquement en dernier lieu aux mesures compensatoires.
MÉTHODE D'ANALYSE PRÉCONISÉE	<ul style="list-style-type: none">■ Recensement exhaustif des habitations isolées (rayon de 2 km) ou regroupées (rayon de 5 km), permanentes et secondaires autour de la zone d'implantation des éoliennes projetée à partir de relevés de terrain.
RECOMMANDATIONS	<ul style="list-style-type: none">■ Éloignement de plus de 500 mètres (règlementation) entre les éoliennes et les habitations ;■ Mise en place de dispositif de concertation avec les riverains.
NATURE DES DOCUMENTS À FOURNIR PAR LE PORTEUR DE PROJET	<ul style="list-style-type: none">■ Fournir une carte au 1/25 000ème de l'implantation du bâti, de localisation des points de mesures de bruit ;■ Fournir un tableau récapitulant les mesures effectuées, les simulations en termes de bruit et les mesures envisagées pour limiter ces impacts.

> THÈME ET SOUS – THÈMES : BRUIT

OBJECTIFS	<ul style="list-style-type: none"> ■ Évaluer l'impact sonore sur le milieu et les populations environnantes du projet éolien compte tenu du contexte sonore ambiant ; ■ Quantifier le niveau d'émergence diurne et nocturne ; ■ Proposer des mesures d'adaptation du projet, de suppression ou de réductions des impacts ; ■ Recourir uniquement en dernier lieu aux mesures compensatoires.
MÉTHODE D'ANALYSE PRÉCONISÉE	<ul style="list-style-type: none"> ■ Effectuer une mesure de l'état initial de l'environnement sonore sur le site et aux abords (notamment dans les secteurs habités les plus proches) ; ■ Extrapolation avec un projet éolien.
RECOMMANDATIONS	<ul style="list-style-type: none"> ■ Réaliser des mesures de bruit par des acousticiens qualifiés en amont du projet et mesurer les impacts en termes de bruit sur les riverains du projet la 1ère année de fonctionnement, selon les différents régimes de vent ; ■ Dans l'éventualité de coupes forestières pouvant modifier la propagation sonore, une attention particulière doit être portée à cet aspect tout au long du fonctionnement de ce parc éolien.
NATURE DES DOCUMENTS À FOURNIR PAR LE PORTEUR DE PROJET	<ul style="list-style-type: none"> ■ Étude acoustique.

> THÈME ET SOUS – THÈMES : CHEMINS, ROUTES D'ACCÈS, AIRES DE GRUTAGE

OBJECTIFS	<ul style="list-style-type: none"> ■ Évaluer l'impact sur le paysage et les milieux naturels des infrastructures nécessaires au fonctionnement du projet ; ■ Proposer un ou plusieurs plans d'ensemble comprenant les accès et les différentes aires qui tiennent compte des contraintes naturelles et paysagères du site ; ■ Établir le statut de propriété des pistes d'accès et d'exploitation utilisées, réaménagées ou à construire ; - Proposer des mesures d'adaptation du projet, de suppression ou de réductions des impacts ; ■ Recourir uniquement en dernier lieu aux mesures compensatoires.
------------------	---

MÉTHODE D'ANALYSE PRÉCONISÉE	<ul style="list-style-type: none"> ■ Effectuer un repérage sur le terrain des cheminements d'accès déjà existants ou à créer ainsi qu'un repérage des aménagements à réaliser (aires de stationnement, de grutage, etc.) ; ■ Effectuer un repérage sur le terrain des éléments identitaires du patrimoine bâti, du paysage et des sentiers de randonnées ; ■ Analyser les contraintes liées à la topographie, à la végétation ; ■ Analyser leur fréquentation et leur utilisation.
RECOMMANDATIONS	<ul style="list-style-type: none"> ■ Minimiser les impacts paysagers et sur l'environnement des travaux liés aux accès et aux terrassements par l'utilisation des pistes existantes, la limitation des déblais remblais, la proposition de mesures d'accompagnement paysager (choix du matériau pour le revêtement de la piste, végétalisation par des essences locales, etc.) ; ■ En cas d'implantation de nouvelles pistes, éviter la déstructuration du réseau de chemins et de sentiers antérieurs, surtout s'ils sont reconnus, balisés et fréquentés ; ■ Établir des prises de vues externes des accès et aménagements projetés depuis les points de vue remarquables, les habitations, axes de circulation et sentiers de randonnées. Si nécessaire, prévoir des mesures favorisant l'intégration paysagère de ces aménagements ; ■ Proposer des mesures permettant d'interdire ou de maîtriser la fréquentation des pistes d'accès et d'exploitation.
NATURE DES DOCUMENTS À FOURNIR PAR LE PORTEUR DE PROJET	<ul style="list-style-type: none"> ■ Fournir une carte au 1/25 000ème des alternatives d'accès au chantier et aménagements connexes ; ■ Fournir des photographies permettant de localiser les accès et les aménagements annexes depuis les points de vue remarquables, les habitations, axes de circulation et sentiers de randonnées ; ■ Fournir des profils en long et en travers des voies, plan au 1/200ème des emplacements des aérogénérateurs, plan masse des emplacements des aménagements connexes ; ■ Fournir un tableau récapitulant les impacts du projet et les mesures réductrices envisagées.

> THÈME ET SOUS – THÈMES : LES RÉSEAUX

OBJECTIFS	<ul style="list-style-type: none">■ Évaluer les impacts de l'enfouissement des réseaux sur les milieux naturels ;■ Proposer des mesures d'adaptation du projet, de suppression ou de réductions des impacts ;■ Recourir uniquement en dernier lieu aux mesures compensatoires.
MÉTHODE D'ANALYSE PRÉCONISÉE	<ul style="list-style-type: none">■ S'appuyer sur les cartes pédologiques et géologiques ainsi que sur les données naturalistes.
RECOMMANDATIONS	<ul style="list-style-type: none">■ L'ensemble des réseaux (électriques, câblés, etc.) sera enterré ;■ Les raccordements, entre les éoliennes et avec le poste de livraison, longeant les pistes seront à privilégier.
NATURE DES DOCUMENTS À FOURNIR PAR LE PORTEUR DE PROJET	<ul style="list-style-type: none">■ Une attention particulière au tracé des tranchées sera apportée en raison d'éventuels impacts écologiques ;■ Fournir une carte au 1/25 000ème localisant les tranchées ;■ Fournir un tableau récapitulant les impacts de l'enfouissement des réseaux, les propositions de mesures d'adaptation du projet, de suppression ou de réduction des impacts.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Parc naturel régional du Haut-Languedoc, Chartes du Parc, 1999 et 2012

Parc naturel régional du Haut-Languedoc, Notice et Plan du Parc

Ministère de l'Environnement et du développement Durable, Procédures liées à l'éolien

LIVRET : MÉTHODE D'ÉVALUATIONS DES SUIVIS DE MORTALITÉS DES PARCS ÉOLIENS AU SEIN DU PNR HAUT-LANGUEDOC

Depuis l'arrêté ministériel du 26 août 2011, les parcs éoliens terrestres ont pour obligation de réaliser un suivi de mortalité au moins une fois au cours des trois premières années de fonctionnement puis une fois tous les dix ans. La méthode d'évaluation présentée ci-dessous a pour but de juger le niveau de rigueur et de fiabilité de ces suivis de mortalité. Les critères d'évaluation ont été choisis après lecture de divers documents de recommandations, de protocoles nationaux de suivi de mortalité et après échanges avec les différents acteurs du territoire (LPO, CEN, TNE, CEFE, promoteurs éoliens*). Ils ont été retenus pour leur caractère indispensable dans l'estimation de la mortalité d'un parc éolien.

Les critères d'évaluation ont été classés en trois catégories :

- les critères liés aux modalités du suivi (9 points)
- les critères liés aux sources de biais (8 points)
- les critères liés à la communication des résultats du suivi (3 points)

*LPO : Ligue pour la Protection des oiseaux

TNE : Toutes Nos Énergies

CEN : Conservatoire d'Espaces Naturels

CEFE : Centre d'Écologie Fonctionnelle et Évolutive

Critères liés aux modalités du suivi

1. Début de suivi

Sauf cas particulier faisant l'objet d'un accord du préfet, le premier suivi de mortalité (suivi n=1) doit débuter dans les 3 mois qui suivent la mise en fonctionnement du parc éolien. Le suivi doit être mis en place rapidement pour mettre en évidence une éventuelle mortalité dès le début de fonctionnement du site. Une deuxième série de suivis de mortalité doit être mise en œuvre dans les 10 années qui suivent la mise en fonctionnement du parc éolien (suivi n=10).

2. Étendue du suivi

Le suivi de mortalité doit être intégré dans une étude qui s'étend sur plusieurs années afin de mettre en évidence une éventuelle variabilité interannuelle de la mortalité. Il est donc demandé de réaliser un suivi de mortalité sur au moins 3 années consécutives pour chaque parc éolien.

3. Durée annuelle du suivi

Le suivi n=1 ainsi que le suivi n=10 doivent se faire sur 12 mois. Les autres suivis pourront se faire sur une durée minimale de 8 mois dès lors que les résultats du suivi de l'année précédente ne montrent pas d'impact significatif sur la mortalité des oiseaux et/ou des chiroptères. Dans ce cas-là, la période de suivi doit être comprise entre début mars et fin novembre (entre la semaine 9 et la semaine 47), pour cibler les périodes à fort enjeu pour les oiseaux et les chiroptères (*Tableau 1*).

Tableau 1 : Périodes d'activité caractéristiques des oiseaux et des chiroptères

		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Avifaune	Nicheurs												
	Migrateurs			Migration prénuptiale					Migration postnuptiale				
	Hivernants												
Chiroptères	Activité			Transit de printemps			Gîte de mise bas			Transit d'automne			

(Source : P. Gradwohl - PNRHL)

4. Nombre d'éoliennes suivies

Étant donné la variabilité qui peut exister entre les différentes machines, toutes les éoliennes d'un parc doivent être suivies. Dans le cas où les parcs éoliens comptent plus de 8 éoliennes, un nombre restreint de machine suivie peut être accepté (N_{\min}). Les éoliennes à suivre sont alors définies de manière aléatoire afin de réaliser une analyse statistique fiable de la mortalité. Si après calcul, la valeur de N_{\min} est un nombre décimal, il convient d'arrondir cette valeur à l'entier supérieur.

Parcs éoliens avec plus de 8 éoliennes :

N_{\min} = nombre d'éoliennes minimum à suivre

$$N_{\min} \geq 8 + (n_{\text{tot}} - 8)/2$$

n_{tot} = nombre d'éoliennes totales dans le parc

5. Surface théorique de prospection

La surface théorique de prospection définit la zone dans laquelle le suivi de mortalité doit être réalisé. Pour les éoliennes ayant une longueur de pales inférieure ou égale à 50 m la surface théorique de prospection doit être égale à 1 ha. Pour les éoliennes ayant une longueur de pales supérieure à 50 m, le calcul de cette surface dépend dans ce cas-là de la longueur des pales de l'éolienne (*Figure 1*).

Figure 1 : Schémas des surfaces théoriques de prospection



(Source : Protocole ministériel 2018)

6. Fréquence de passage

Plus la fréquence de passage est élevée, plus l'incertitude sur la mortalité estimée sera faible. Cependant, une fréquence de passage élevée peut être difficile à mettre en œuvre pour des raisons techniques ou logistiques. Pour limiter les incertitudes liées à la prédation, il est demandé de réaliser 2 passages par semaine. Lorsque les résultats du dernier test de persistance réalisé indiquent une durée de persistance (tm) inférieure à 2 jours, la fréquence de passage doit s'étendre à 3 passages par semaine. Il est possible que des événements climatiques rendent la prospection impossible sur plusieurs jours d'affilée (gel, fort enneigement, orage...), dans ce cas-là, les jours programmés qui n'auront pas fait l'objet d'une prospection devront être mentionnés dans le suivi de mortalité avec leur justification.

7. Mode de recherche

Un observateur humain ayant une vision limitée au-delà de quelques mètres, la recherche des cadavres doit se faire à pied selon des transects espacés d'environ 2,5 m. Des transects espacés de 5 m maximum sont acceptés uniquement sur des zones de piste ou de plateforme (Figure 3).

Tableau 2 : Grille de notation pour les critères liés aux modalités du suivi

MODALITÉS DU SUIVI				Points	Max
Début du suivi	Ne respecte pas l'un des critères ci-après		0	1	
	Suivi n=1	Le suivi a débuté dans les 6 mois qui suivent la mise en fonctionnement	0,5		
		Le suivi a débuté dans les 3 mois qui suivent la mise en fonctionnement	1		
	Suivi n=10	Le suivi a débuté maximum 10 ans après la mise en fonctionnement	1		
Étendue du suivi	Ne respecte pas le critère ci-après		0	1,5	
	Le suivi est réalisé sur 3 années minimum successives		1,5		
Durée annuelle du suivi	Ne respecte pas l'un des critères ci-après		0	1,5	
	Suivi de 7 mois minimum	Suivi dont l'année précédente a montré un impact fort / suivi n=1 / suivi n=10	0,5		
		Suivi dont l'année précédente n'a pas montré d'impact fort	1		
	Suivi de 8 mois minimum	Suivi dont l'année précédente a montré un impact fort / suivi n=1 / suivi n=10	1		
		Suivi dont l'année précédente n'a pas montré d'impact fort	1,5		
	Le suivi a duré 12 mois		1,5		
Nombre d'éoliennes suivies	Parc de 8 éoliennes ou moins	Ne respecte pas le critère ci-après	0	1	
		Toutes les éoliennes sont suivies	1		
	Parc de plus de 8 éoliennes	Ne respecte pas l'un des critères ci-après	0		
		Au moins $8+(n-8)/2$ éoliennes sont suivies	0,5		
		Toutes les éoliennes sont suivies	1		
Surface théorique de prospection	Pales de longueur inférieure ou égale à 50 m	Ne respecte pas les critères ci-après	0	1	
		Carré dont le côté mesure au moins 100 m	1		
		Cercle dont le rayon mesure au moins 56 m			
	Pales de longueur supérieure à 50 m	Ne respecte pas le critère ci-après	0		
		Carré dont le côté mesure au moins 2 x longueur des pales Cercle dont le rayon mesure au moins 1,13 x longueur des pales ¹	1		
Fréquence de passage	Ne respecte pas l'un des critères ci-après		0	2	
	Alternance régulière entre 1 et 2 passages/semaine		0,5		
	1 passage/semaine en période de faible activité et 2 passages/semaine sinon		1		
	2 passages/semaine		1,5		
	Au moins 2 passages/semaine et 3 par semaine si taux de persistance inférieur à 2 jours		2		
Mode de recherche	Ne respecte pas l'un des critères ci-après		0	1	
	Transects à pied espacés de maximum 5 m		0,5		
	Transects à pied espacés de maximum 2,5 m		1		
TOTAL				9	

1 Pour les pales mesurant plus de 50 m, si la surface de prospection se fait en cercle, elle doit être équivalente à la surface d'un carré dont le côté mesure 2 x la longueur des pales. On obtient alors la valeur de 1,13 x la longueur des pales pour le rayon du cercle de prospection.

Critères liés aux sources de biais

8.a. Test d'efficacité – Fréquence

Ce test permet de déterminer l'efficacité de recherche des observateurs. L'efficacité de détection des cadavres peut varier au cours de l'année du fait d'une différence de couverture du sol, de luminosité ou de conditions météorologiques. Il est donc important de réaliser ce test au moins 2 fois et à des saisons de l'année différentes. Lorsque le suivi se fait sur 10 mois ou plus, un minimum de 3 tests d'efficacité doit être réalisé.

8.b. Test d'efficacité - Nombre de leurres

Afin de réaliser une analyse statistique robuste de l'estimation de la mortalité, un total de 25 leurres doit être dispersé sur différents types de surfaces (herbe, broussailles, plateforme...). De plus, les leurres utilisés doivent être d'au moins deux tailles différentes pour simuler à la fois des chiroptères et des oiseaux. Le cas échéant, il est nécessaire de calculer un coefficient de détermination relatif à la fois aux chauves-souris et aux oiseaux.

9.a. Test de persistance - Fréquence

Ce test permet de déterminer la durée de persistance des cadavres. Plus la prédation est élevée, plus la durée de persistance est faible. De plus, l'intensité de la prédation peut varier au cours de l'année selon les changements de comportement des prédateurs. Ainsi, dès lors que le suivi de mortalité se fait sur au moins 10 mois, il est nécessaire de réaliser ce test au moins 3 fois à des saisons de l'année différentes et dont une fois en amont du suivi. Enfin, lorsque l'intervalle de temps entre 2 prospections est supérieur au temps de disparition des cadavres, les incertitudes sur les calculs de mortalité sont élevées. La réalisation d'un test de persistance en amont du suivi permet ainsi de déterminer la fréquence de passage optimale, information essentielle pour obtenir des résultats fiables.

9.b. Test de persistance - Nombre de cadavres

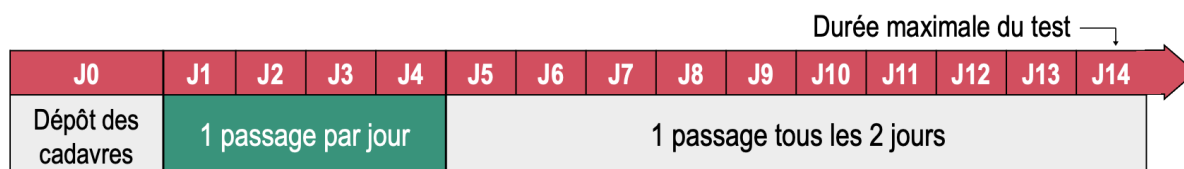
Afin de réaliser une analyse statistique robuste de l'estimation de la mortalité, un total de 25 cadavres doit être dispersé sous différentes éoliennes du parc.

9.c. Test de persistance – Modalités

Afin d'estimer au mieux la durée de persistance des cadavres, il est indispensable d'avoir une fréquence de passage élevée pour effectuer le test. Dans les zones à forte prédation, les cadavres

sont majoritairement prélevés dans les premiers jours qui suivent leur dépôt. Ainsi, il est demandé de réaliser un passage journalier sur les 4 jours suivant le dépôt puis un passage tous les 2 jours jusqu'à la disparition des cadavres ou 14 j après le début du test.

Figure 2 : Modalités du test de persistance



(Source : P. Gradwohl - PNRHL)

10. Surface prospectée

Selon les zones d'implantation des éoliennes, la végétation et le relief peuvent rendre difficile, voire impossible, l'exploration de l'intégralité de la zone théorique de prospection (Figure 3). Or plus la surface prospectée est faible, plus l'incertitude sur la mortalité estimée sera élevée. Pour que l'estimation de la mortalité soit fiable, la surface prospectée doit représenter 75 % de la surface théorique de prospection. Ainsi, afin d'augmenter la part de la surface prospectable, certains types de végétation peuvent être entretenus (fauche des zones enherbées, gyrobroyage...).

Figure 3 : Illustration des différentes surfaces sous une éolienne



(Source : P. Gradwohl - PNRHL)

Tableau 3 : Grille de notation pour les critères liés aux sources de biais

SOURCES DE BIAIS				Points	Max	
Test d'efficacité Fréquence	Suivi sur moins de 10 mois	Ne respecte pas le critère ci-après		0	1	
		2 tests d'efficacité réalisés à des saisons différentes		1		
	Suivi sur 10 mois minimum	Ne respecte pas l'un des critères ci-après		0		
		2 tests d'efficacité réalisés à des saisons différentes		0,5		
3 tests d'efficacité réalisés à des saisons différentes		1				
Test d'efficacité Leurres	Type de leurres	Ne respecte pas le critère ci-après		0	1	
		Des leurres différents sont utilisés (taille ou forme) avec 15 leurres minimum		0,25		
	Nombre de leurres	Ne respecte pas l'un des critères ci-après		0		
		Au moins 20 leurres sont utilisés		0,5		
		Au moins 25 leurres sont utilisés		0,75		
Test de persistance Fréquence	Test en amont du suivi	Ne respecte pas le critère ci-après		0	2	
		Un test est réalisé en amont du suivi		1		
	Test réalisé en cours de suivi	Suivi sur moins de 10 mois	Ne respecte pas le critère ci-après			0
			2 tests réalisés (dont le 1 ^{er} peut être équivalent à celui en amont)			1
	Suivi sur 10 mois minimum	Ne respecte pas l'un des critères ci-après		0		
		2 test réalisés à des saisons différentes		0,5		
		3 tests réalisés à des saisons différentes		1		
Test de persistance Cadavres	Ne respecte pas l'un des critères ci-après			0	1	
	Au moins 20 cadavres sont utilisés pour le test d'efficacité			0,5		
	Au moins 25 cadavres sont utilisés pour le test d'efficacité			1		
Test de persistance Modalités	Ne respecte pas l'un des critères ci-après			0	1,5	
	Passage le lendemain du dépôt puis au moins 2 passages par semaine			0,5		
	Passage le lendemain du dépôt puis une fois tous les 2 jours minimum			1		
	Passage les 4 premiers jours suivant le dépôt puis une fois tous les 2 jours minimum			1,5		
Surface prospectée	Ne respecte pas l'un des critères ci-après			0	1,5	
	Au moins 40 % de la surface théorique de prospection est prospectée			0,5		
	Au moins 50 % de la surface théorique de prospection est prospectée			1		
	Au moins 75 % de la surface théorique de prospection est prospectée			1,5		
TOTAL					8	

Critères liés à la communication des résultats du suivi

11. Données brutes

Afin de pouvoir exploiter au mieux les résultats, il est demandé à ce que les données suivantes soient communiquées : dates de découverte des cadavres, éoliennes concernées, distances au mât, espèces (déterminées du mieux que possible), statuts de conservation des espèces concernées et données brutes sur les tests de persistance et d'efficacité. De plus, les cadavres découverts hors protocole (en dehors de l'aire de surface prospectée ou à des jours de passage non programmés) doivent également être mentionnés en annexe du suivi de mortalité.

12. Mortalité estimée

La mortalité estimée doit être calculée en utilisant 3 formules standardisées. Parmi les formules standardisées, il est préférable d'utiliser la formule d'Erickson, de Jones et de Huso (Tableau 4). L'incertitude sur la mortalité doit être précisée et peut être calculée à l'aide de l'outil Shiny disponible en ligne ainsi qu'à l'aide de l'application EolPower disponible prochainement (T. Chambert, A. Besnard).

13. Analyse qualitative de la mortalité

Une analyse qualitative des résultats doit être réalisée : répartition des cadavres par éolienne et par type de milieu (forêt, prairie naturelle, terre agricole...), influence des conditions climatiques et de la phénologie... De plus, l'impact du parc doit être analysé en effectuant des comparaisons avec différents documents (étude d'impact initial, éventuels suivis antérieurs) et les effets cumulés avec les parcs voisins doivent être évalués. Une analyse de l'efficacité des mesures ERC doit être réalisée et des mesures correctives doivent systématiquement être proposées dès lors qu'un impact significatif est mesuré.

Tableau 4 : Formules standardisées pour les calculs de mortalité estimée N

	Formules	Variables	
Erickson	$N = \frac{I \times C}{d \times tm} \times a$	I = nombre de jours entre 2 passages, = équivalent à la fréquence de passage (j)	C = nombre de cadavres retrouvés d = taux de détection ou taux d'efficacité tm = durée moyenne de persistance d'un cadavre (j) a = coefficient de correction surfacique
Jones	$N = \frac{C}{d \times p \times \hat{e}} \times a$	Taux de persistance p : $p = e^{-0,5 \times \frac{I}{tm}}$ Coefficient correcteur de l'intervalle \hat{e} : $\hat{e} = \frac{Min(I;\hat{I})}{I}$ Intervalle effectif \hat{I} : $\hat{I} = -\log(0,01) \times tm$	$a = \frac{\sum_k Ck/Sk}{\sum_k Ck}$
Huso	$N = \frac{C}{d \times p \times \hat{e}} \times a$	Taux de persistance p : $p = \frac{tm \times (1 - e^{-\frac{I}{tm}})}{I}$	avec Ck le nombre de cadavres retrouvés dans le cercle k et Sk la proportion de la surface du cercle k prospectée

(Source : P. Gradwohl - PNRHL, d'après A. Besnard²)

Tableau 5 : Grille de notation pour les critères liés à la communication des résultats du suivi





RÉSULTATS DU SUIVI		Points	Max
Données brutes	Ne respecte pas l'un des critères ci-après	0	1
	Données : date, éolienne, distance au mât, espèce	0,5	
	Données : date, éolienne, distance au mât, espèce, données brutes des tests	1	
Mortalité estimée	Ne respecte pas l'un des critères ci-après	0	1
	Utilisation de 3 formules standardisées	0,5	
	Utilisation de 3 formules standardisées et calcul des incertitudes sur la mortalité estimée	1	
Analyse qualitative	Ne respecte pas le critère ci-après	0	1
	Analyse qualitative des résultats obtenus	1	
TOTAL			3

² Formules adaptées de la présentation d'Aurélien Besnard (CEFE, Centre d'Écologie Fonctionnelle et Évolutive) : « Estimation des mortalités : éléments clés pour leur réalisation et leur bon usage »

- ANNEXE 2 -

DISPOSITIF DE SUIVI-ÉVALUATION DE LA CHARTE







MESURE	N°	INDICATEURS	MESURES ASSOCIÉES	TYPE D'INDICATEUR	VALEUR INITIALE	VALEUR CIBLE	PÉRIODICITÉ	ÉTAT	SOURCES
				(C) SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CHARTE (T) SUIVI DE L'ÉVOLUTION DU TERRITOIRE	(2025)			CUMULÉ OU ANNUEL	
Gouvernance	G.1	À compléter					Annuelle		Parc
	G.2	Nombre d'évènements à destination des élus locaux		M22			Annuelle		Parc
	G.3	Nombre d'évènements à destination du grand public favorisant leur implication dans la mise en œuvre de la Charte		M22			Annuelle		Parc
Moyens humains et financiers		À compléter							
Marque Valeurs Parc	MVP.1	Nombre de filières marquées		M06 07 11 14 22			Annuelle		Parc
	MVP.2	Nombre de professionnels marqués Parc		M06 07 11 14 22			Annuelle		Parc
M1 Disposer d'une connaissance dynamique du patrimoine naturel pour la	1.1	Nombre de données disponibles dans les zones d'inventaires prioritaires		T			Évaluation		SINP

partager et garantir son appropriation par tous	1.2	Nombre d'espèces recensées sur le territoire	T			Annuelle	SINP
	1.3	Nombre d'inventaires mis en place par le Parc pour le suivi à long terme d'espèces ou de milieux à enjeux	C			Annuelle	Parc
	1.4	Nombre de personnes sensibilisées et formées à l'observation naturaliste	T			Annuelle	Parc Acteurs naturalistes Acteurs de l'EDD
M2 Préserver et restaurer les milieux naturels pour conserver la biodiversité remarquable et ordinaire et maintenir les fonctionnalités écologiques  ? QUESTIONS ÉVALUATIVES Dans quelle mesure les actions engagées sur le territoire du Haut-Languedoc ont-elles permis de freiner l'érosion de la biodiversité, de restaurer des milieux dégradés et de maintenir des continuités écologiques fonctionnelles ?	2.1	Surface en zone de protection forte	T	0,20%	2%	Évaluation	État
	2.2	Surface des sites protégés, gérés sur le territoire (N2000, ENS ...)	T			Évaluation	Parc Région ENS CEN ONF SBV
	2.3	Nombre des sites restaurés	T			Annuelle	Parc Région ENS CEN ONF SBV Fédération de pêche et chasse
	2.4	TVB - À compléter					
	2.5	Nombre de chantiers de lutte contre les espèces exotiques envahissantes	T			Annuelle	Parc CPIE FREDON SBV

M3 Concilier les usages et prendre en compte les enjeux environnementaux et paysagers dans tout projet et activité du territoire	3.1	Nombre de portés à connaissance transmis aux porteurs de projets par le Parc	C		Annuelle	Parc
	3.2	Nombre d'espaces de concertation en place	C		Annuelle	Parc
	3.3	Nombre de projets d'ouverture et d'extension de carrières	T		Évaluation	
M4 Préserver la ressource en eau et conforter sa prise en compte dans les stratégies d'aménagement du territoire	4.1	Nombre d'inventaires du petit patrimoine vernaculaire de l'eau réalisé	C		Annuelle	
	4.2	Superficie de zones humides recensées sur le territoire et/ou Zones humides en gestion agricole	T			
	4.3	Nombre de réunion de coordination et d'échange à l'échelle du territoire	C		Annuelle	
M5 Affirmer la vocation agricole du territoire et développer son potentiel alimentaire	5.1	Nombre d'actifs en agriculture (=main d'œuvre agricole)	T		2030 2040	Annuel RGA
	5.2	Nombre d'exploitations agricoles	T		2030 2040	Annuel RGA
	5.3	SAU moyenne par exploitation Nombre de communes accompagnées par le Parc	C		Annuelle	Cumulé Parc

? QUESTIONS ÉVALUATIVES




Le territoire du Haut-Languedoc a-t-il renforcé ses fonctions agricoles et conforté la capacité de son




agriculture à nourrir sa population ?	5.4	dans des démarches d'installation agricole Nombre d'évènements/projets visant à renforcer le sentiment d'appartenance et éviter l'isolement	C			Annuelle	Cumulé	Parc
	5.5	Nombre d'agriculteurs accompagnés par le Parc	 C M02 06 07			Annuelle	Cumulé	Parc
M6 Accompagner les transformations pour une agriculture économe en ressources, innovante et résiliente face aux défis	6.1	Surface agricole utile (SAU) du territoire	T			2030 2040	Annuel	RGA
	6.2	Surface agricole utile (SAU) du territoire en milieux ouverts herbacés (prairie naturelle, lande, causse)	T			2030 2040	Annuel	RGA
	6.3	Nombre de marqués Valeurs Parc dans les filières agricoles	C			Annuelle	Cumulé	Parc
	6.4	Nombre d'expérimentations en agriculture initiées par le Parc	C			Annuelle	Cumulé	Parc
M7 Soutenir un système alimentaire favorisant une consommation locale, saine, durable et accessible à tous	7.1	Nombre d'actions engagées par le Parc en faveur des circuits courts	 C M10	10	Hausse 10% / an	Annuelle	Cumulé	Parc
	7.2	Nombre de structures de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) engagées dans des actions avec le Parc	 C M011 15	15	Réseau sur ensemble territoire soit env 10 contacts par CDC	Évaluation	Annuel	Parc
	7.3	Nombre de dispositifs mis en œuvre par le Parc afin de	 C M10 19	10	Hausse 10% / an	Annuelle	Cumulé	Parc




		sensibiliser sur les sujets « alimentation »						
	7.4	Nombre de personnels de la restauration collective formés	C	80	10 par an soit env 150	Annuelle	Cumulé	Parc
M8 Favoriser une sylviculture adaptée au changement climatique, respectant les écosystèmes naturels locaux et les paysages ? QUESTIONS ÉVALUATIVES La sylviculture pratiquée sur le territoire du Haut- Languedoc a-t-elle évolué vers des approches plus écologiques et davantage adaptées aux nouvelles conditions climatiques ?	8.1	Surface forestière en coupe rase			30% en moins de coupes rases	Évaluation		Préfecture
	8.2	Surface en feuillus			Maintien de la surface actuelle	Évaluation		BD forêt IGN
	8.3	Surface forestière en libre évolution enregistrée au niveau du réseau frêne				Évaluation		Réseau frêne
	8.4	Surface forestière en protections pérennes (réserve, Obligation réelle environnementale (ORE) ...)			10% en plus	Évaluation		
	8.5	Surface de vieille forêt ayant fait l'objet d'une mesure de préservation			Maintien de la surface actuelle	Évaluation		
	8.6	Nombre de structure proposant des services de débardages alternatifs			10% en plus	Évaluation		
	8.7	Nombre de propriétaires accompagnés par le Parc			10 propriétaires accompagnés	Annuelle		
M9 Poursuivre un développement encadré des installations de production énergétique	9.1	Production globale d'énergie renouvelable en GWh		2 249	42% en plus	Annuelle	Annuel	Terristory AREC ORCEO
	9.2	Nombre de projets d'installation d'énergie renouvelable développés grâce à l'appui du Parc		6	8 en plus	Annuelle	Cumulé	Parc


9.3	Nombre d'installations énergétiques en fonctionnement ne respectant pas la Charte	2	0 en plus	Annuelle	Cumulé	Parc
Option	Nombre d'éoliennes en fonctionnement	227	300 maxi	Annuelle	Cumulé	Parc DREAL
Option	Nombre de projets photovoltaïque au sol, en fonctionnement, sur site non dégradé	2	15 maxi hors autoconsommation	Annuelle	Cumulé	Parc
Option	Nombre de sites photovoltaïques au sol, en fonctionnement, sur site dégradé	6		Annuelle	Cumulé	Parc DDT(M)
Option	Nombre de sites agrivoltaïques en fonctionnement	0		Annuelle	Cumulé	Parc DDT(M)
Option	Surface de sites photovoltaïques au sol et agrivoltaïques, en fonctionnement	85,6		Annuelle	Cumulé	Parc DDT(M)
Option	Nombre d'unités de méthanisation en fonctionnement	3		Annuelle	Cumulé	Parc DDT(M)
Option	Nombre de chaufferies bois et réseaux de chaleur bois installés	34 et 6		Annuelle	Cumulé	Parc COFOR

M10 Accompagner le territoire dans la sobriété énergétique et carbone	10.1	Consommation d'énergie en Mwh/hab	22,2 MWh (en 2021)	-20%	Annuelle	Annuel	Terristory AREC ORCEO
---	------	-----------------------------------	--------------------	------	----------	--------	-----------------------

? QUESTIONS ÉVALUATIVES Le territoire du Haut-Languedoc s'est-il engagé dans une trajectoire de sobriété énergétique et carbone avec des résultats tangibles en termes de consommation énergétique et d'émission de GES ?	10.2	Émission de gaz à effet de serre (GES) en Tonne équivalente CO2/hab		5,8 (en 2021)	-20%	Annuelle	Annuel	Terristory AREC ORCEO Parc
	10.3	Nombre d'actions d'économie d'énergie et de réduction des GES réalisées		80	65 en plus	Annuelle	Cumulé	Parc
	10.4	Nombre d'actions d'amélioration de la qualité de l'air réalisées		0	15 en plus	Annuelle	Cumulé	Parc
	10.5	Nombre d'EPCI avec une démarche énergie-climat (Plan Climat ...)		7	11 (100%)	Annuelle	Annuel	Parc
M11 Valoriser durablement nos ressources et nos savoir-faire non délocalisables pour une économie résiliente	11.1	Nombre de scieries artisanales qui transforment le bois local	 T	15	15	Évaluation	Annuel	Fibois Parc
	11.2	Nombre de réalisations publiques en bois local	 T	10	15	Évaluation	Cumulé	COFOR
	11.3	Nombre de professionnels de la filière laine accompagnés par le Parc	C	1	3	Annuelle	Cumulé	Parc
	11.4	Nombre de filières accompagnées par le Parc	 C	3	6	Annuelle	Cumulé	Parc
M12 Être un territoire résilient face à la fréquentation des espaces naturels par les activités récréatives et touristiques	12.1	Nombre de sites inscrits au Plan Départemental des Espaces, Sites et Itinéraires (PDESI)	T	80	10% tous les 3 ans	Annuelle		
	12.2	Nombre d'actions engagées relatives aux motorisés répondant à un objectif de quiétude (identification de zones de quiétude, concertation, mise en défens...)	C	0	20	Annuelle	Cumulé	Parc
? QUESTIONS ÉVALUATIVES Le développement touristique du Haut-Languedoc a-t-il permis de concilier attractivité, adaptation aux								

transitions et préservation des patrimoines locaux ?	12.3	Nbr d'actions de sensibilisation menées par le Parc à destination des usagers de la nature	C		20 par an	Annuelle	Parc
	12.4	Pourcentage d'évolution du nombre de jour d'intervention des gardes nature coordonnées par le Parc	 C	30 j	10% tous les 3 ans	Annuelle	Parc
	12.5	Nombre de professionnels du tourisme formés sur les enjeux du Haut-Languedoc	 C		50 pers tous les 3 ans	Annuelle	Parc
M13 Faire du Parc du Haut-Languedoc une destination écotouristique d'excellence et d'avenir	13.1	Évolution du nombre de pratiquants en itinérance sur la Véloccitanie (écocompteurs)	C	7% des pratiquants de la voie verte sont des itinérants	20% d'évolution tous les 5 ans	Évaluation	Parc
	13.2	Nombre d'offre de séjours marqués Valeurs Parc incitant le Zéro-Carbone	C	7	35	Annuelle	Parc
	13.3	Finaliser le grand tour du Parc à vélo	C			Évaluation	Parc
M14 Œuvrer par l'intelligence collective à inscrire le territoire du Parc du Haut-Languedoc dans un tourisme durable innovant	14.1	Nombre de stratégies pluriannuelles écotouristiques rédigées par le Parc	C		3 sur 15 ans	Annuelle	Parc
	14.2	Nombre de conventions passées avec les offices de tourisme	C	1	7	Annuelle	Parc
	14.3	Pourcentage d'évolution des nuitées par saison	 T		Pas d'objectif à atteindre	Évaluation	

	14.4	Observation de la fréquentation des gorges d'Héric	 T M12	145 946 (2025)	Pas d'objectif à atteindre	Évaluation	
<p>M15 Soutenir un développement territorial attractif, dynamique, solidaire et cohérent avec les spécificités et les engagements du Parc</p> <p>? QUESTIONS ÉVALUATIVES Les évolutions socio-économiques et résidentielles ont-elles contribué à la dynamisation du territoire et à la valorisation de ses spécificités ?</p>	15.1	Nombre de communes dotées d'un PLUI	T	38	100% du territoire	Évaluation	Parc DDT(M)
	15.2	Superficie consommée par l'urbanisation dans les espaces de respiration et en dehors des silhouettes villageoises	 C M16	0	>10%	Évaluation	Portail de l'artificialisation des sols
	15.3	Nombre de communes Centre et de Proximité (du plan de Parc) engagées dans un dispositif de programmation urbaine (Bourg centre, Petites villes de demain, Village d'avenir ...)	T	11	100% des communes centre 50% des communes de proximité	Annuelle	Parc Région DDT(M)
	15.4	Nombre de communes dotées d'un schéma de déplacement doux accompagnées par le Parc	 C M16		50%	Annuelle	Communes
<p>M16 Tendre vers un urbanisme sobre, de qualité, qui préserve les silhouettes villageoises et renforce l'attractivité du territoire</p>	16.1	Nombre de communes ayant utilisé la méthode SAGECE dans les PLU	C	2	100% des communes prioritaires pour lutter contre la déprise agricole	Annuelle	Parc
	16.2	Nombre de friches réaménagées	T		25 friches localisées dans les vallées industrielles (plan de Parc)	Annuelle	Communes Région (Friche Occitanie) État (Friche fond vert)

	16.3	Nombre de villages et hameaux patrimoniaux dotés d'un outil de protection	 T	4	100% des villages et hameaux patrimoniaux	Annuelle	Parc UDAP
M17 Adapter les villes, villages et hameaux du territoire au changement climatique	17.1	Nombre de projet pilote de renaturation	C	0	5	Annuelle	Parc Communes Syndicat de bassin
	17.2	Superficie d'espaces renaturés en bord de cours d'eau en milieu urbain	C	0	En cours de calcul	Annuelle	Syndicat de bassin
M18 Préserver les paysages emblématiques du Parc et valoriser les paysages du quotidien afin d'atteindre les objectifs de qualité paysagère ? QUESTIONS ÉVALUATIVES Le territoire du Haut-Languedoc a-t-il renforcé la préservation de ses paysages emblématiques et permis une amélioration de la conscience collective pour tendre vers des paysages du quotidien de qualité ?	18.1	Nombre d'actions des plans de paysage réalisées	C	CA PHTOPG : 19/24 PP CCVM : 14/23 PP VTMN : 0/12	50% des programmes réalisés	Annuelle	Parc
	18.2	Nombre de campagnes de l'observatoire photographique des paysages	T	3	5	Annuelle	Parc
	18.3	Nombre d'objectifs de qualité paysagère atteint	C	0	9	Évaluation	Parc
	18.4	Nombre de Chartes de signalisation d'intérêt local (SIL) et règlements locaux de publicité (RLP) réalisés accompagnés par le Parc	C	4	100% des communes centre	Annuelle	Parc Communes
M19 Sensibiliser et impliquer tous les publics pour préserver le territoire du Parc et porter ses valeurs	19.1	Nombre de nouveaux publics touchés	C		3	Annuelle	Parc
	19.2	Nombre de personnes sensibilisées par le Parc par catégorie de public (scolaire, grand-public...)	C		2 000 personnes par an	Annuelle	Parc

? QUESTIONS ÉVALUATIVES Comment le Parc a-t-il contribué à faire évoluer les comportements et consciences environnementalistes ?	19.3	Nombre d'animations portées et soutenues par le Parc	C	50 animations portées par an 40 animations soutenues par an	Annuelle	Parc
	19.4	Nombre d'actions portées en lien avec les enjeux Charte par les principaux acteurs de l'éducation au développement durable (EDD)	T	Pas d'objectif à atteindre	Annuelle	Acteurs de l'EDD
	19.5	Nombre d'actions liées à la création artistique et culturelle portées et ou accompagnées par le Parc	C	5	Annuelle	Parc
M20 Connaître, préserver, valoriser et faire vivre les patrimoines matériels et immatériels ? QUESTIONS ÉVALUATIVES Les patrimoines culturels matériels et immatériels ont-ils été mieux identifiés, protégés, valorisés comme leviers de développement local ?	20.1	Nombre d'inventaires du patrimoine bâti réalisés	T	3	Annuelle	Région service du patrimoine
	20.2	Nombre d'actions de restitution de la connaissance sur le patrimoine bâti portées et/ou accompagnées par le Parc	C	10	Annuelle	Parc
	20.3	Nombre d'outils réalisés par le Parc sur les règles de protection, construction et de restauration du patrimoine bâti anciens et nouveaux	C	3	Annuelle	Parc
	20.4	Nombre de circuits de valorisation des sites réalisés sur le territoire	T	3 en plus	Évaluation	CDT Communautés de communes

	20.5	Nombre de patrimoines culturels immatériels mis en valeur en lien avec le Parc	C	5 en plus	Annuelle	Parc
M21 Reconnaître, rendre visible et accessible l'identité occitane	21.1	Nombre d'actions de mise en valeur de l'Occitan portées et/ou accompagnées par le Parc	C	10	Annuelle	Parc
	22.1	Nombre d'outils de communication existants pour les différentes catégories d'acteurs (grand public, élus)	C	Réseaux sociaux Médias locaux (presse écrite / radios...) Site internet Page YouTube Lettres d'information X2	Annuelle	Parc
M22 Communiquer pour informer, sensibiliser et engager tous les publics et renforcer la visibilité et l'appropriation du Parc	22.2	Réseaux sociaux : fréquentation (abonnés et likes)	C	Facebook : 7,6 K J'aime 8,9 K followers Instagram : 3 204 followers		
	22.3	Nombre d'abonnés cumulé aux différentes lettres d'information (le Lien / las Novélas)	C	2624		
	22.4	Enquête de notoriété	C		Évaluation	Parc

— ANNEXE 3 —

LISTE DES COMMUNES ET DES EPCI DU PÉRIMÈTRE D'ÉTUDE DE LA CHARTE



> DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT

INTERCOMMUNALITÉ	COMMUNE	CODE INSEE
CC du Minervois au Caroux	Agel	34004
	Aigues-Vives	34007
	Azillanet	34020
	Berlou	34030
	Boisset	34034
	Cassagnoles	34054
	La Caunette	34059
	Cesseras	34075
	Colombières-sur-Orb	34080
	Courniou	34086
	<i>Félines-Minervois</i>	34097
	Ferrals-les-Montagnes	34098
	Ferrières-Poussarou	34100
	La Livinière	34141
	Minerve	34158
	Mons	34160
	Olargues	34187
	Pardailhan	34193
	Prémian	34219
	Rieussec	34228
	Riols	34229
	Roquebrun	34232
	Saint-Étienne-d'Albagnan	34250
	Saint-Jean-de-Minervois	34269
	Saint-Julien	34271
	Saint-Martin-de-l'Arçon	34273
	Saint-Pons-de-Thomières	34284
	Saint-Vincent-d'Olargues	34291
	Siran	34302
	Vélieux	34326
	Verreries-de-Moussans	34331
	Vieussan	34334
CC Grand Orb	Les Aires	34008
	Avène	34019
	Bédarieux	34028
	Le Bousquet-d'Orb	34038
	Camplong	34049
	<i>Carlencas-et-Levas</i>	34053
	Ceilhes-et-Rocozeles	34071
	Combes	34083
	Graisessac	34117
	Hérépian	34119
	Joncels	34121

	Lamalou-les-Bains	34126
	Lunas-les-Châteaux	34144
	<i>Pézènes-les-Mines</i>	34200
	Le Poujol-sur-Orb	34211
	Le Pradal	34216
	Saint-Étienne-Estréchoux	34252
	Saint-Geniès-de-Varensal	34257
	Saint-Gervais-sur-Mare	34260
	Taussac-la-Billière	34308
	La Tour-sur-Orb	34312
	Villemagne-l'Argentière	34335
CC les Avant-Monts	Cabrerolles	34044
	Caussiniojols	34062
	Faugères	34096
	<i>Fos</i>	34104
	<i>Montesquieu</i>	34168
	<i>Neffiès</i>	34181
	<i>Roquessels</i>	34234
	Saint-Nazaire-de-Ladarez	34279
	<i>Vailhan</i>	34319
CC Lodévois et Larzac	Romiguières	34231
	Roqueredonde	34233
CC du Haut-Languedoc	Cambon-et-Salvergues	34046
	Castanet-le-Haut	34055
	Fraisse-sur-Agout	34107
	Rosis	34235
	La Salvetat-sur-Agout	34293
	Le Soulié	34305

Nouvelles communes

> DÉPARTEMENT DU TARN

INTERCOMMUNALITÉ	COMMUNE	CODE INSEE
CC du Haut-Languedoc	Anglès	81014
	Barre	81023
	Berlats	81028
	Lacapelle-Escroux	81085
	Espérausses	81086
	Gijounet	81103
	Lacaune	81124
	Lamontélarié	81134
	Moulin-Mage	81188
	Murat-sur-Vèbre	81192
	Nages	81193

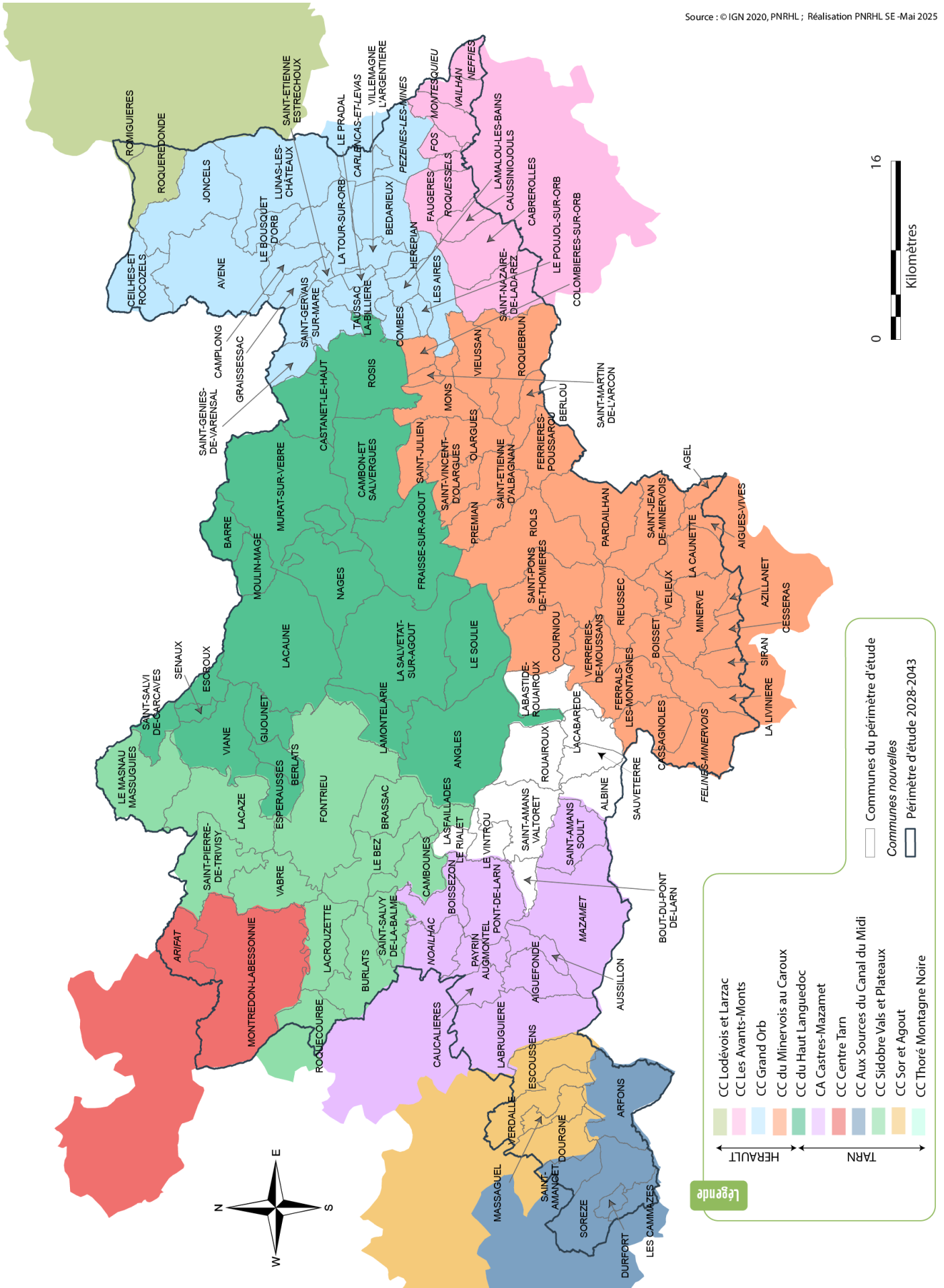
	Saint-Salvi-de-Carcavès	81268
	Senaus	81282
	Viane	81314
CA Castres-Mazamet	Aiguefonde	81002
	Aussillon	81021
	Boissezon	81034
	Caucalières	81066
	Labruguière	81120
	<i>Mazamet</i>	81163
	<i>Noailhac</i>	81196
	Payrin-Augmontel	81204
	Pont-de-Larn	81209
	Saint-Amans-Soult	81238
CC Centre Tarn	<i>Arifat</i>	81017
	Montredon-Labessonnié	81182
CC Lauragais Revel Sorèzois	Arfons	81016
	Les Cammazes	81055
	Durfort	81083
	Saint-Amancet	81237
	Sorèze	81288
CC Sidobre Vals et Plateaux	Le Bez	81031
	Brassac	81037
	Burlats	81042
	Cambounès	81053
	Fontrieu	81062
	Lacaze	81125
	Lacrouzette	81128
	Lasfaillades	81137
	Le Masnau-Massuguiès	81158
	Roquecourbe	81227
	Saint-Pierre-de-Trivisy	81267
	Saint-Salvy-de-la-Balme	81269
	Vabre	81305
CC Sor et Agout	Dourgne	81081
	Escoussens	81084
	Massaguel	81160
	Verdalle	81312
CC Thoré Montagne Noire	Albine	81005
	Bout-du-Pont-de-Larn	81036
	Labastide-Rouairoux	81115
	Lacabarède	81121
	Le Rialet	81223
	Le Vintrou	81321
	Rouairoux	81231
	Saint-Amans-Valtoret	81239
	Sauveterre	81278

Nouvelles communes

A group of children are gathered outdoors, participating in a tree-planting activity. In the foreground, a child's hands are visible, carefully placing a young sapling into a hole in the ground. Several other children, dressed in winter coats and boots, stand around the site, some holding tools like a yellow shovel and an orange bucket. The scene is set in a grassy area with some bare soil, suggesting a cool day. The background shows more children and a hint of a wooded area.

- ANNEXE 4 -

CARTE DES COMMUNES ET DES EPCI DU PÉRIMÈTRE D'ÉTUDE DE LA CHARTRE



– ANNEXE 5 –

EMBLÈME DU PARC NATUREL RÉGIONAL DU HAUT- LANGUEDOC



Ancien logotype

De 1973 à 1993



Logotype actuel

Depuis 1994







– ANNEXE 6 –


LISTE DES
DISPOSITIONS
PERTINENTES


N°	MESURE DE LA CHARTE	N°	DISPOSITION	INDICATIONS POUR LES SCOT	INDICATIONS POUR LES PLU/PLUI
1	DISPOSER D'UNE CONNAISSANCE DYNAMIQUE DU PATRIMOINE NATUREL POUR LA PARTAGER ET GARANTIR SON APPROPRIATION PAR TOUS	1.1	Affiner et actualiser la connaissance des patrimoines naturels du territoire et de leur fonctionnalité écologique (milieux, trames et espèces)	Actualiser la connaissance des patrimoines naturels pour définir les trames et continuités écologiques du SCOT dès l'État initial de l'environnement et dans l'étude environnementale.	Actualiser la connaissance en s'appuyant sur celle du SCOT si il y en a un lors de l'étude environnementale et dans l'État initial de l'environnement.
		1.2	Renforcer l'observation des évolutions des patrimoines naturels et la connaissance de leurs pressions	Identifier les points stratégiques où l'évolution des patrimoines naturels représente un enjeu de préservation afin de les protéger dans le PAS et le DOO.	Identifier les points stratégiques où l'évolution des patrimoines naturels représente un enjeu de préservation afin de les préserver dans le PADD et ne pas urbaniser sur ces secteurs.
		1.3	Coordonner et fédérer l'action naturaliste et en assurer sa valorisation et sa diffusion auprès des différents publics	S'appuyer sur le document de Porter à connaissance Transmis par le Parc.	S'appuyer sur le document de Porter à connaissance transmis par le Parc.
2	 PRÉSERVER ET RESTAURER LES MILIEUX NATURELS POUR CONSERVER LA BIODIVERSITÉ REMARQUABLE ET ORDINAIRE ET MAINTENIR LES FONCTIONNALITÉS ÉCOLOGIQUES	2.1	Conforter la préservation des patrimoines naturels remarquables (milieux et espèces)	Protéger les sites N2000 du territoire du développement urbain dans le PAS et le DOO en s'appuyant notamment sur les Objectifs de qualité paysagère.	Protéger les sites N2000 de toute urbanisation dans le PADD et le règlement notamment graphique par un zonage spécifique ou une trame de protection en s'appuyant notamment sur les Objectifs de qualité paysagère.
		2.2	Entretenir et restaurer la fonctionnalité écologique des trames et des milieux écologiques	S'appuyer sur le document de Porter à connaissance et la TVB du Parc, identifier les points de blocage de la TVB et mettre en place dans le PAS et le DOO des éléments de restauration des continuités écologiques et de préservation.	S'appuyer sur le document de Porter à connaissance et la trame verte et bleue du Parc pour identifier les continuités écologiques et leurs points de blocages afin de les restaurer et protéger la TVB dans le PADD et le règlement graphique à travers un zonage spécifique une OAP thématique biodiversité ainsi que dans le règlement écrit et dans les OAP sectorielles à travers des préconisations.
		2.3	Renforcer la prise en compte et la valorisation de la biodiversité ordinaire	Identifier les continuités écologiques dans l'EIE en se basant sur les connaissances du Parc et mettre en œuvre des mesures de protections dans le PAS et le DOO notamment par une limite de l'artificialisation des sols et en incitant la perméabilisation des espaces publics.	Identifier les continuités écologiques dans l'EIE en se basant sur les connaissances du Parc et mettre en œuvre des mesures de protection et de restauration dans le PADD. Protéger dans le règlement les espaces verts et les jardins partagés ainsi que les continuités écologiques notamment en


				Indiquer la liste des espèces exotiques envahissantes dans le DOO et les interdire à la plantation.	utilisant l'Article L151-23 du code de l'urbanisme. Mettre en œuvre des OAP thématiques sur les sols et des pourcentages de pleine terre. Inciter à travers le règlement et les OAP à la désimperméabilisations des sols dans les espaces publics. Indiquer la liste des espèces végétales exotiques envahissantes et les prohiber.
3	CONCILIER LES USAGES ET PRENDRE EN COMPTE LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET PAYSAGERS DANS TOUT PROJET ET ACTIVITÉ DU TERRITOIRE	3.1	Faire du paysage de l'eau et de la biodiversité le socle de tout projet	S'appuyer sur les Plans de paysage existants, le Porter à connaissance du Parc et le cahier de paysage pour la réalisation de l'EIE et la définition du projet de territoire à travers le PAS et le DOO.	S'appuyer sur les Plans de paysage existants, le Porter à connaissance du Parc et le cahier de paysage pour la réalisation de l'EIE et la définition du projet de territoire à travers le PADD.
		3.2	Accompagner la conciliation des usages dans les espaces paysagers et naturels remarquables et sensibles		
		3.3	Sensibiliser aux bonnes pratiques et réduire les impacts des activités	Mettre en place dans le PAS et le DOO des orientations en faveur de l'amélioration de l'empreinte environnementale des zones d'activités.	Mettre en place dans le PADD et à travers les OAP des orientations en faveur de l'amélioration de l'empreinte environnementale des zones d'activités.
		3.4	Encadrer l'exploitation des mines et carrières existantes et en projet	Préserver les Espaces paysagers et naturels remarquables au regard des projets de carrières et de mines. Prendre en compte les enjeux paysagers et environnementaux pour toute nouvelle création de carrières en dehors des EPNR. Veiller au respect des prescriptions de la disposition concernant les projets miniers et de carrières sur le territoire.	Préserver les Espaces paysagers et naturels remarquables au regard des projets de carrières et de mines. Prendre en compte les enjeux paysagers et environnementaux pour toute nouvelle création de carrières en dehors des EPNR. Veiller au respect des prescriptions de la disposition concernant les projets miniers et de carrières sur le territoire.
4	PRÉSERVER LA RESSOURCE EN EAU ET CONFORTER SA PRISE EN COMPTE DANS LES STRATÉGIES D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	4.1	Préserver la quantité et la qualité de la ressource en eau en conciliant son usage durable avec les activités humaines du Haut-Languedoc et en lien avec les territoires limitrophes	S'assurer de la cohérence entre le projet démographique et la ressource en eau dans le projet de SCOT et le PAS. S'assurer de la bonne prise en compte du SAGE et ses objectifs dans le Projet de SCOT. S'assurer de la mise en protection des captages dans les documents d'urbanisme. Inciter dans le	S'assurer de la cohérence entre le projet démographique et la ressource en eau disponible dans le PADD et le projet de PLU/PLUI. S'assurer de la bonne prise en compte des orientations du SAGE dans le projet de PLU/PLUI. Protéger les points de captage par une servitude dans le zonage

			DOO à la désimperméabilisations des sols et à la préservation du petit cycle de l'eau en milieu urbain.	du PLU/PLUI. Limiter l'imperméabilisation des sols à travers une OAP thématique et favoriser le petit cycle de l'eau.	
		4.2	Renforcer l'intégration de l'eau dans l'aménagement du territoire du Haut-Languedoc au croisement de sa valorisation patrimoniale et de la gestion des risques liés aux inondations	Répertorier les zones humides dans l'EIE et mettre en place des outils de protection dans les documents d'urbanisme.	Répertorier les zones humides dans l'EIE et mettre en place des outils de protection dans le règlement ou à travers une OAP thématique et/ou l'utilisation de l'article L151-23 di code de l'urbanisme.
		4.3	Renforcer la gestion des risques liés aux inondations	S'assurer de la bonne prise en compte des PPRI dans les documents d'urbanisme et limiter l'exposition des populations au risque inondation dans les documents d'urbanisme.	S'assurer de la compatibilité du PLU/PLUI avec les orientations du PPRI et ne pas urbaniser dans les zones à risque.
5	 AFFIRMER LA VOCATION AGRICOLE DU TERRITOIRE ET DÉVELOPPER SON POTENTIEL ALIMENTAIRE	5.1	Accompagner la reprise agricole et le renouvellement des générations	Identifier les secteurs prioritaires pour la reprise agricoles et les protéger de toute urbanisation. Préserver le foncier agricole dans le PAS et le DOO.	Identifier les secteurs prioritaires pour la reprise agricoles et les protéger de toute urbanisation. Préserver le foncier agricole dans le PADD et le règlement. S'appuyer sur la méthode SAGECE proposée par le Parc pour dégager les enjeux entre espace agricole et urbanisation.
		5.2	Faire du Haut-Languedoc un territoire agricole accueillant et accompagnant	Prendre en compte les besoins de logement pour les agriculteurs dans le projet de SCOT.	Prendre en compte les besoins de logement pour les agriculteurs et veiller à la bonne intégration paysagère des bâtiments agricoles dans le règlement ou à travers une OAP thématique.
		5.3	Favoriser le développement d'une agriculture durable et nourricière		
		5.4	Créer des liens et des échanges pour renforcer le sentiment d'appartenance et éviter l'isolement	Préserver les terres agricoles de l'urbanisation.	Préserver les terres agricoles de l'urbanisation.
		5.5	Valoriser les métiers de l'agriculture et renforcer le lien avec les habitants		
6	ACCOMPAGNER LES TRANSFORMATIONS POUR UNE AGRICULTURE ÉCONOME EN	6.1	Accompagner les filières actuelles et nouvelles		
		6.2	Initier et soutenir des solutions pour l'autonomie des exploitations		

RESSOURCES, INNOVANTE ET RÉSILIENTE FACE AUX DÉFIS	6.3	Accompagner les exploitations agricoles vers des pratiques durables et économes en ressources			
	6.4	Soutenir l’agriculture dans sa transformation pour prendre en compte les défis existants et à venir			
	6.5	Être un territoire d’expérimentations agricoles			
7	SOUTENIR UN SYSTÈME ALIMENTAIRE FAVORISANT UNE CONSOMMATION LOCALE, SAIN, DURABLE ET ACCESSIBLE À TOUS	7.1	Favoriser l’accès pour tous à une consommation locale, de qualité		
		7.2	Œuvrer en faveur de la diffusion de pratiques alimentaires saines, responsables et porteuses du patrimoine culinaire et gastronomique du Haut-Languedoc		
		7.3	Renforcer l’approvisionnement de la restauration (notamment collective) en produits locaux, de qualité pour une consommation saine et durable		
		7.4	Poursuivre le déploiement des politiques territoriales en faveur de l'alimentation locale sur le territoire du Parc et veiller à leur cohérence		
8	 FAVORISER UNE SYLVICULTURE RESPECTANT LES ÉCOSYSTÈMES LOCAUX ET LES PAYSAGES ET ADAPTÉE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	8.1	Améliorer la prise en compte des enjeux environnementaux et paysagers en faveur d'une gestion et d'une exploitation responsable de la forêt	Identifier les boisements à haute valeur environnementale et les préserver dans le projet de Scot à travers le PAS et le DOO. Limiter les coupes rases.	Identifier les boisements à haute valeur environnementale et les préserver dans le projet de Scot à travers le PADD et le règlement. Limiter les coupes rases.
		8.2	Protéger, conserver et restaurer les forêts du Haut-Languedoc	Identifier les trames forestières dans les continuités écologiques et leurs points de blocage afin de les restaurer à travers le projet de SCOT dans le PAS et le DOO.	Identifier les trames forestières dans les continuités écologiques et leurs points de blocage et les préserver dans le PADD et le règlement. Préserver les lisières, les haies, les alignements d’arbres dans le règlement notamment par l'usage des outils comme les EBC et l'article L151-23 du code de l'urbanisme.
		8.3	Accompagner l'adaptation des gestions et pratiques en forêt au changement		

			climatique et à l'augmentation de ses vulnérabilités		
		8.4	Diminuer les risques naturels (incendie, inondation) dans le contexte du changement climatique et diffuser une culture collective du risque	Prendre en compte le risque incendie dans le projet de SCOT.	Prendre en compte le risque incendie dans le PLU/PLUI notamment par la non urbanisation des secteurs où l'aléa est très fort.
		8.5	Encourager le dialogue et la co-construction entre les différents usagers de la forêt et de la filière bois		
9	POURSUIVRE UN DÉVELOPPEMENT ENCADRÉ DES INSTALLATIONS DE PRODUCTION ÉNERGÉTIQUE	9.1	Encadrer strictement les systèmes de production d'énergie les plus impactants d'un point de vue paysager, environnemental et social	Veiller au respect des dispositions de la mesure, du plan de Parc et du document de référence pour l'énergie éolienne dans les orientations du PAS et du DOO.	Veiller au respect des dispositions de la mesure, du plan de Parc et du document de référence pour l'énergie éolienne dans les orientations du PADD et du règlement.
		9.2	Favoriser les projets d'énergie renouvelable à faibles impacts ou les projets participatifs et/ou citoyens	Prioriser les projets solaires en toiture en veillant à la protection et la préservation du bâti patrimonial.	Prioriser les projets solaires en toiture en veillant à la protection et la préservation du bâti patrimonial.
10	 ACCOMPAGNER LE TERRITOIRE DANS LA SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE ET CARBONE ET LA PRÉSERVATION DE LA QUALITÉ DE L'AIR	10.1	Poursuivre la réduction de la consommation énergétique	Inciter à travers le projet de SCOT à la réduction de la consommation énergétique notamment par la favorisation d'un urbanisme sobre. Inciter à la rénovation du bâti et à la mutualisation des espaces. Développer dans le projet les mobilités moins énergivores.	Inciter à travers le projet de PLU/PLUI à la réduction de la consommation énergétique notamment par la favorisation d'un urbanisme sobre. Inciter à la rénovation du bâti et à la mutualisation des espaces. Développer dans le projet les mobilités moins énergivores.
		10.2	Tendre vers la neutralité carbone		
		10.3	Renforcer la prise en compte collective de l'impact des activités humaines sur la qualité de l'air	Préserver la qualité de l'air dans le projet de SCOT.	Préserver la qualité de l'air dans le projet de PLU/PLUI.
		10.4	Structurer une gouvernance collective en faveur de l'énergie, de l'air et du climat pour massifier et rendre plus efficaces les actions engagées		
11	VALORISER DURABLEMENT NOS RESSOURCES ET NOS SAVOIR-FAIRE NON-DÉLOCALISABLES POUR UNE ÉCONOMIE RÉSILIENTE	11.1	Structurer une filière bois locale et soutenable et valorisant notamment les feuillus autochtones	Prendre en compte dans le projet de SCOT les besoins fonciers pour la transformation du bois local sur le territoire.	Prendre en compte les besoins fonciers pour la transformation du bois local dans les PLU/PLUI.
		11.2	Renforcer la valorisation de la ressource laine locale par la structuration d'une filière territorialisée		


		11.3	Accompagner le développement des filières industrielles et artisanales valorisant les ressources et savoir-faire locaux		
		11.4	Soutenir la transition écologique des entreprises vers un modèle économique et social durable		
12	 ÊTRE UN TERRITOIRE RÉSILIENT FACE À LA FRÉQUENTATION DES ESPACES NATURELS PAR LES ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES ET TOURISTIQUES	12.1	Assurer la gestion durable des ressources naturelles et sensibiliser les acteurs du tourisme et les visiteurs	Identifier et prendre en compte la fréquentation touristique dans le projet de SCOT.	Identifier et prendre en compte la fréquentation touristique et son impact (résidences secondaires) dans le projet de PLU/PLUI.
		12.2	Développer une véritable politique d'incitation en faveur d'investissements touristiques écoresponsables pour limiter l'impact de la fréquentation touristique sur l'environnement	Tendre vers un projet touristique écoresponsable. Veiller à l'harmonisation des signalétiques sur le territoire dans le projet de SCOT à travers le PAS et le DOO. Inciter à la mise en place de SIL et de RLP.	Tendre vers un projet touristique écoresponsable et veiller à l'harmonisation des signalétiques et signalisation à travers la mise en place de SIL et de RLP.
		12.3	Réguler et encadrer les flux touristiques pour une gestion équilibrée du territoire	Réguler et encadrer les flux pour répartir la fréquentation et inciter à la multimodalité dans le projet de SCOT.	Réguler et encadrer les flux pour répartir la fréquentation et inciter à la multimodalité dans le projet de SCOT.
		12.4	Limiter les impacts des véhicules terrestres à moteur		
13	FAIRE DU PARC DU HAUT-LANGUEDOC UNE DESTINATION ÉCOTOURISTIQUE D'EXCELLENCE ET D'AVENIR	13.1	Créer et promouvoir l'image du Parc du Haut-Languedoc, comme une destination écotouristique d'excellence en créant une marque « destination Parc du Haut-Languedoc »		
		13.2	Structurer, organiser et créer une offre écotouristique de la connaissance, innovante et attractive en partenariat avec les Offices de Tourisme Intercommunaux		
		13.3	Faire des itinérances un support structurant de développement écotouristique et de coopération territoriale autour de la valorisation des patrimoines paysagers, naturels et culturels	Prendre en compte les voies vertes comme outil structurant du territoire dans Le PAS et le DOO.	Prendre en compte les voies vertes comme outil structurant du territoire.


		13.4	Inscrire le Parc du Haut-Languedoc dans une stratégie de communication, promotion et commercialisation innovante et partenariale		
14	ŒUVRER PAR UNE INTELLIGENCE COLLECTIVE À INSCRIRE LE TERRITOIRE DU PARC DU HAUT-LANGUEDOC DANS UN TOURISME DURABLE INNOVANT	14.1	Coopérer dans le cadre d'une gouvernance participative sous forme de développement local mené par les acteurs locaux	Tendre vers un projet tourisme durable dans les valeurs du Parc dans le projet de SCOT.	Tendre vers un projet tourisme durable dans les valeurs du Parc dans le projet de PLU/PLUI
		14.2	Élaborer une stratégie territoriale de tourisme durable et d'attractivité	Définir à travers le SCOT la stratégie touristique durable.	
		14.3	Mobiliser les financements pour le tourisme durable		
		14.4	Accompagner plus fortement les « marqués Valeurs Parc » dans les transitions et construire un réseau d'ambassadeurs engagés dans une stratégie commune d'écotourisme d'avenir		
15	 SOUTENIR UN DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL ATTRACTIF, DYNAMIQUE, SOLIDAIRE ET COHÉRENT AVEC LES SPÉCIFICITÉS ET LES ENGAGEMENTS DU PARC	15.1	Soutenir une stratégie d'accueil et d'attractivité résidentielle et économique plus collective à l'échelle du Parc et valorisant l'unité du Haut-Languedoc	Renforcer et valoriser les fonctions résidentielles du territoire et sa capacité à bien faire vivre sa population actuelle et ses nouveaux arrivants Dans le PAS et le DOO par : <ul style="list-style-type: none"> la co-construction d'une vision d'ensemble de son habitabilité (emplois, services, logements). la mise en place des points d'accueil à l'échelle des intercommunalités pour accompagner l'installation des nouveaux arrivants l'amélioration de l'accueil des télétravailleurs 	Accompagner l'accueil des nouvelles activités économiques du territoire et bien faire vivre la population à travers un PADD qui renforce l'armature territoriale et la complémentarité entre les villages dans le cas d'un PLUI, la création d'espaces mutualisés et la définition des zones d'activités et leur requalification dans le projet de PLU/PLUI.


		Créer les conditions favorables à l'accueil de nouvelles activités économiques sur le territoire dans le PAS et le DOO par un maillage économique.	
15.2	Renforcer l'ensemble de l'armature urbaine existante et consolider les solidarités territoriales et les coopérations entre les villages à l'échelle du Haut-Languedoc	<p>S'appuyer sur l'armature territoriale du Parc pour construire celle du SCOT et veiller à la bonne articulation entre les deux dans le projet de territoire.</p> <p>Identifier à travers le PAS et le DOO des complémentarités et des solidarités entre les villages.</p> <p>Veiller à la bonne compatibilité du SCOT avec les objectifs du SRADDET Occitanie</p>	<p>S'appuyer sur l'armature territoriale du Parc pour construire celle du PLU/PLUI et veiller à la bonne articulation avec celle du SCOT existant. Identifier à travers le PADD les complémentarités entre les villages dans le cadre d'un PLUI et entre villages et hameaux structurants dans le cadre d'un PLU. Veiller à la bonne compatibilité entre le PLU/PLUI, le SCOT et la charte du Parc.</p>
15.3	Accompagner le développement urbain et économique dans une trajectoire de sobriété foncière et en cohérence avec la préservation de nos patrimoines et de nos ressources	<p>Se fixer dans le PAS des objectifs démographiques, d'emplois, de production de logements en cohérence avec les ressources du territoire (foncier, eau, infrastructures) et les ambitions de préservation des patrimoines notamment paysagers. Promouvoir à travers le PAS et le DOO, des modèles d'aménagement et de développement permettant de maîtriser l'artificialisation des sols et en luttant contre l'étalement urbain en cohérence avec les objectifs de sobriété foncière (Zéro artificialisation Nette). Veiller dans le PAS et le DOO à la préservation des silhouettes villageoises identifiées par le plan de parc et les espaces de respiration. Identifier dans le DOO les nouveaux modèles d'urbanisme économe et les promouvoir dans le projet de SCOT. Soutenir une gestion foncière active et mettre en relation le projet de Scot avec les politiques d'aménagement foncier en lien avec les dispositifs Bourg centre et petite ville de demain.</p>	<p>Se fixer dans le PADD des objectifs démographiques, d'emplois, de production en logements cohérents avec les ressources disponibles (fonciers, réseaux, eau, infrastructures et équipements) et les ambitions de préservations des patrimoines naturels agricoles et paysagers. Promouvoir à travers les OAP thématiques les modèles qui maîtrisent l'artificialisation des sols. Veiller à la préservation des silhouettes villageoises en contenant l'urbanisation et à ne pas urbaniser dans les espaces de respiration identifiés par le plan de parc. Aider à la gestion foncière active et sa prise en compte dans le projet de PLU/PLUI pour définir un projet cohérent.</p>

		15.4	Conforter l'accessibilité aux services marchands et non marchands pour tous les habitants du territoire	Améliorer la connaissance des offres de services marchands et non marchands dans le projet de SCOT à travers un EIE précis. Conforter les villes et villages du territoire en tant que pôles de service dans le PAS et le DOO. Garantir le maintien et le développement des services en adéquation avec le projet démographique dans le PAS. À travers les orientations du DOO, améliorer l'accessibilité aux offres de services par le déploiement de différents leviers adaptés au territoire et à sa population comme le développement de solutions de services itinérants et leur mutualisation afin de couvrir l'ensemble du territoire. Veiller à la prise en compte par le DOO du développement de solutions de services numériques et au soutien des services de solidarités.	Veiller à travers l'EIE à la bonne identification des services présents et à l'offre disponible. Conformer les pôles de services dans le maillage territorial du PLU/PLUI. Garantir le maintien des services et leur accessibilité par des objectifs fixés dans le PADD.
		15.5	Accompagner le développement de solutions de mobilités décarbonées en cohérence avec la géographie et la ruralité du territoire et sa population	Identifier l'ensemble des offres et des initiatives engagées en faveur des mobilités alternatives à la voiture individuelle. Soutenir l'expérimentation et le déploiement de solutions innovantes décarbonées et/ou solidaires de mobilités adaptées dans le DOO.	Identifier l'ensemble des offres et des initiatives engagées en faveur des mobilités alternatives à la voiture individuelle disponibles sur le territoire dans l'EIE. Soutenir l'expérimentation et le déploiement de solutions innovantes décarbonées et/ou solidaires de mobilités adaptées dans le PADD et à travers les OAP thématiques.
16	TENDRE VERS UN URBANISME SOBRE, DE QUALITÉ QUI PRÉSERVE LES SILHOUETTES VILLAGEOISES ET RENFORCE L'ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE	16.1	Soigner les franges urbaines, les limites et les silhouettes des villages, paysages de transition pour une adaptation locale et identitaire	Identifier dans l'EIE et sanctuariser à travers le DOO les secteurs agricoles, naturels et paysagers qui présentent les plus grands enjeux et articuler le renouvellement urbain à la ruralité. Dans les orientations du DOO, veiller au soin porté sur les transitions entre les espaces urbains, agricoles, naturels et forestiers. Fixer des orientations et recommandations sur la requalification des entrées et sorties de villes notamment dans	Identifier dans l'EIE et sanctuariser à travers le PADD et le règlement les secteurs agricoles, naturels et paysagers qui présentent les plus grands enjeux et articuler le renouvellement urbain à la ruralité notamment à travers l'application de la méthode SAGECE. Dans les objectifs du PADD, veiller au soin porté sur les transitions entre les espaces urbains, agricoles, naturels et forestiers. Fixer des

	le sillon médian est-ouest et la préservation des espaces de respiration et silhouettes villageoises identifiés dans le plan de parc.	orientations et recommandations sur la requalification des entrées et sorties de villes notamment dans le sillon médian est-ouest et la préservation des espaces de respiration et silhouettes villageoises identifiés dans le plan de parc.
16.2 Revitaliser les centres anciens	Inciter à travers le DOO au réaménagement d'îlots urbains et au travail au cœur des dents creuses pour permettre notamment l'aménagement d'espaces publics (stationnement, jardins/renaturation, places et lieux de rencontres, etc.). Favoriser les orientations qui invitent au réaménagement des espaces urbains traversés par les grands axes de communication afin de pacifier les espaces, limiter les nuisances, réduire la vacance et rendre les bourgs plus attractifs. Fixés des objectifs sur le réinvestissement des friches urbaines pour apporter des espaces publics, logements ou équipements publics dans les milieux urbains. Rendre les centres-anciens attractifs aux nouvelles populations par le maintien et développement de services (fibre optique, services marchands et non marchands, requalification et sécurisation des espaces publics, les mobilités douces...). Créer de la mobilité douce urbaine et améliorer les liens entre les cœurs de bourg et les extensions ainsi qu'entre les villages	Inciter à travers le PADD et les OAP au réaménagement d'îlots urbains et au travail au cœur des dents creuses pour permettre notamment l'aménagement d'espaces publics (stationnement, jardins/renaturation, places et lieux de rencontres, etc.). Favoriser les orientations d'aménagement et de programmation qui invitent au réaménagement des espaces urbains traversés par les grands axes de communication afin de limiter les nuisances, réduire la vacance et rendre les bourgs plus attractifs. Fixés des objectifs dans le PADD sur le réinvestissement des friches urbaines pour apporter des espaces publics, logements ou équipements publics dans les milieux urbains. Rendre les centres-anciens attractifs aux nouvelles populations par le maintien et développement de services
16.3 Prendre en compte l'architecture locale et ses spécificités	Protéger les villages et hameaux patrimoniaux dans les objectifs du DOO.	Protéger les villages et hameaux patrimoniaux dans les règlements et par l'usage d'outils comme les périmètres délimités des abords ou les Sites patrimoniaux remarquables.
16.4 Améliorer la qualité de l'habitat et du logement sur le territoire	Dans le DOO, fixer des objectifs de lutte contre l'habitat indigne et dégradé en	Dans le PADD, fixer des objectifs de lutte contre l'habitat indigne et dégradé, de lutte

			<p>mobilisant les outils existant comme le permis de louer et les OPAHRU ainsi que des objectifs de lutte contre la cabanisation par des règlements de PLU/PLUI précis. Fixer à travers le PAS et ou le DOO des objectifs de réduction de la vacance sur le territoire par l'incitation et la remobilisation notamment des logements secondaires très faiblement occupés. Inciter à travers les orientations du DOO à la préservation et la rénovation du bâti ancien.</p>	<p>contre la cabanisation et de réduction de la vacance sur le territoire. Inciter à travers les OAP à la préservation et la rénovation du bâti ancien.</p>
		16.5 Diversifier la typologie des offres de logements et permettre des parcours résidentiels	<p>Développer à travers les objectifs du PAS des offres de logements adaptées aux différents publics et aux enjeux démographiques : jeunes, seniors indépendants mais souhaitant des logements adaptés et des services (résidences services), personnes dépendantes, personnes seules, publics spécifiques (apprentis, saisonniers, internes en médecine, personnes en situation de handicaps, travailleurs temporaires...), etc et favoriser la cohabitation intergénérationnelle et l'habitat inclusif. Mettre en place des PLH sur les territoires de SCOT.</p>	<p>Développer à travers les objectifs du PADD des offres de logements adaptées aux différents publics et aux enjeux démographiques : jeunes, seniors indépendants mais souhaitant des logements adaptés et des services (résidences services), personnes dépendantes, personnes seules, publics spécifiques (apprentis, saisonniers, internes en médecine, personnes en situation de handicaps, travailleurs temporaires...), etc et favoriser la cohabitation intergénérationnelle et l'habitat inclusif.</p>
17	ADAPTER LES VILLES, VILLAGES ET HAMEAUX DU TERRITOIRE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	<p>17.1 Faire des centres anciens un atout face au changement climatique</p> <p>17.2 Préserver la nature en ville et la développer pour rendre les centres urbains et les cœurs de bourgs plus résilients face au changement climatique</p>	<p>Dans le DOO, fixer des orientations en faveur du réaménagement des centres anciens</p> <p>Dans le DOO, inciter à la renaturation et la désimperméabilisations des sols urbains.</p>	<p>Créer des OAP sur la thématique du réaménagement des centres anciens.</p> <p>Inciter à travers les OAP thématique à la désimperméabilisations des sols et à la renaturation en fixant des pourcentages de pleine terre.</p>
18		18.1 Protéger les paysages remarquables du Parc	<p>Protéger à travers le PAS et le DOO les espaces paysager et naturels remarquables identifiés par le Plan de Parc.</p>	<p>Protéger à travers le PAS et le DOO les espaces paysager et naturels remarquables identifiés par le Plan de Parc. Mettre en œuvre des OAP thématique paysage et</p>

<div>PRÉSERVER LES PAYSAGES EMBLÉMATIQUES DU PARC ET VALORISER LES PAYSAGES DU QUOTIDIEN AFIN D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE QUALITÉ PAYSAGÈRE</div>	18.2	Maintenir la diversité paysagère sur le territoire	S'appuyer sur la connaissance des paysages du Parc pour fonder le projet de territoire du SCOT notamment dans l'EIE en s'appuyant sur le cahier de paysage du Parc, le document de Porter à connaissance et les Plans de paysage. Veiller à la cohérence du projet de SCOT dans le respect des objectifs de qualité paysagère du territoire. Fixer des orientations en faveurs de l'amélioration des points noirs paysagers sur le territoire.	préserver les éléments paysagers dans le règlement. S'appuyer sur la connaissance des paysages du Parc pour fonder le projet de territoire du PLU/PLUI notamment dans l'EIE en s'appuyant sur le cahier de paysage du Parc, le document de Porter à connaissance et les Plans de paysage. Veiller à la cohérence du projet de PLU/PLUI dans le respect des objectifs de qualité paysagère du territoire. Prendre en compte les covisibilités.
	18.3	Adapter les paysages au changement climatique	Fixer des orientations en faveur de la préservation de l'arbre dans le DOO.	Protéger les arbres emblématiques, les alignements, les haies au titre de l'article L151 du code de l'urbanisme dans les règlements et mettre en place des OAP thématiques ainsi que des palettes végétales.
	18.4	Permettre la découverte du paysage et préserver les séquences de parcours	Valoriser les points de vue et les paysages perçus depuis les grands axes dans le PAS et le DOO.	Valoriser les points de vue et les paysages perçus depuis les grands axes dans le PADD et les protéger à travers le règlement.
	18.5	Encadrer la publicité et la signalisation sur le territoire	Inciter à la mise en place de SIL et de RLP afin d'encadrer l'affichage publicitaire dans le DAACL et le DOO.	Inciter à la mise en place de SIL et de RLP pouvant être annexés aux PLU/PLUI.
	19	<div></div> <div>SENSIBILISER ET IMPLIQUER TOUS LES PUBLICS POUR PRÉSERVER LE TERRITOIRE DU PARC ET PORTER SES VALEURS</div>	19.1	Permettre à tous de mieux connaître le territoire, ses patrimoines naturel, culturel et ses enjeux, afin de développer un sentiment d'appartenance et susciter l'envie de contribuer à sa protection et sa valorisation
	19.2	Soutenir des initiatives culturelles et artistiques en lien avec les spécificités du Haut-Languedoc		Prendre en compte les patrimoines et leurs enjeux dans les SCOTL à travers l'EIE, le PADD et le Règlement en s'appuyant notamment sur le document de porter à connaissance du Parc.
	19.3	Agir ensemble et de manière coordonnée et complémentaire pour renforcer		

			l'appropriation, la préservation et la valorisation du territoire		
20	 CONNAITRE, PRÉSERVER, VALORISER ET FAIRE VIVRE LES PATRIMOINES MATÉRIELS ET IMMATÉRIELS	20.1	Améliorer et partager la connaissance relative aux patrimoines bâtis du territoire (monumental et vernaculaire)	Répertorier le patrimoine existant et les inventaires dans l'EIE en se basant sur le Porter à connaissance du Parc et l'inventaire régional.	Répertorier le patrimoine et le petit patrimoine dans l'EIE en se basant sur l'inventaire régional et le Porter à connaissance du Parc.
		20.2	Développer et mettre en oeuvre une stratégie de protection, de préservation et de valorisation du patrimoine bâti du Haut-Languedoc	Le protéger dans les ambitions du PAS et les prescriptions du DOO.	Mettre en place une protection de ces patrimoines bâti dans le PADD et dans le règlement notamment à travers une OAP thématique patrimoine. Mettre en place des SPR et des règlements précis sur les villages et hameaux patrimoniaux identifiés au plan de Parc.
		20.3	Inventorier et rendre accessible le patrimoine culturel immatériel spécifique au territoire et assurer sa transmission		
21	RECONNAITRE, RENDRE VISIBLE ET ACCESSIBLE L'IDENTITÉ OCCITANE	21.1	Permettre la réappropriation locale de la culture occitane		
		21.2	Promouvoir et transmettre la langue occitane		
		21.3	Faire rayonner la culture occitane		
22	COMMUNIQUER POUR INFORMER, SENSIBILISER ET ENGAGER TOUS LES PUBLICS ET RENFORCER LA VISIBILITÉ ET L'APPROPRIATION DU PARC	22.1	Développer et mettre en œuvre une stratégie de communication institutionnelle en cohérence avec les missions, les valeurs et les marqueurs du Parc		
		22.2	Encourager et faciliter l'implication des signataires de la Charte et des acteurs locaux dans le relais de la communication du Parc naturel régional du Haut-Languedoc et de son territoire		
		22.3	Faire de la marque Valeurs Parc un outil en faveur de la visibilité du Haut-Languedoc		
		22.4	Renforcer l'appropriation du Parc par le plus grand nombre		

– ANNEXE 7 –

STATUTS DU
SYNDICAT MIXTE DU
PARC
2025 – 2028



NATURE ET OBJET DU SYNDICAT

ARTICLE 1 : Création et composition du Syndicat mixte

Conformément aux articles L 5721-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, aux articles L. 333-1 à L. 333-4, et aux articles R.333-1 à R.333-16 du Code de L'Environnement, ainsi qu'à l'article L. 143-16 du Code de l'Urbanisme, il est créé un syndicat Mixte qui prend la dénomination de « Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc Naturel Régional du Haut-Languedoc ».

Ce syndicat est un syndicat mixte ouvert restreint composé de communes, de groupements de communes, de départements, de régions ayant approuvé la Charte du parc naturel régional du Haut-Languedoc :

- La Région Occitanie
- Le Département de l'Hérault
- Le Département du Tarn
- Les EPCI à fiscalité propre situés sur tout ou partie dans le territoire classé et ayant approuvé la charte, dont la liste figure en annexe
- Les communes situées sur tout ou partie dans le territoire classé et ayant approuvé la charte, dont la liste figure en annexe 1

ARTICLE 2 : Organismes associés

Sont systématiquement associés aux réunions du Syndicat mixte et à ses travaux, sans voix délibérative mais avec voix consultative :

- Collège des « Territoires associés » : les Maires ou les Présidents (ou leurs représentants) des collectivités territoriales associées dans le cadre de conventionnements prévus à l'article 4.
- Collège des partenaires (organismes professionnels, chambres consulaires)

La composition du collège des partenaires est décidée par délibération du Bureau Syndical.

Le Syndicat mixte peut également associer ponctuellement à ses travaux, avec voix consultative, les organismes composant ces deux collèges ainsi que tout organisme partenaire (Etat, collectivité, privé) ou personne qualifiée.

ARTICLE 3 : Objet du syndicat

A) COMPÉTENCES PROPRES

En application des articles R.333-2 et suivants du Code de l'environnement, le syndicat a pour objet l'aménagement et la gestion du Parc naturel régional. Il représente sur le territoire du Parc un partenaire privilégié de l'État, des collectivités territoriales et des EPCI dans le domaine de la biodiversité et des paysages.

Dans les domaines d'intervention d'un Parc naturel régional, dans le cadre fixé par la charte du Parc et sur le territoire des communes classées, le syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc assure la cohérence des engagements des collectivités territoriales, des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre concernés et de l'État et en coordonne tant la mise en œuvre, notamment par une programmation financière pluriannuelle, que l'évaluation de cette mise en œuvre et le suivi de l'évolution du territoire. Le syndicat peut, dans le cadre de cette coordination, présenter des propositions d'harmonisation des schémas de cohérence territoriale.

Le syndicat mixte met ainsi en œuvre la Charte du Parc et veille au respect des engagements pris par les signataires de la Charte. De plus, en application de l'article L.333-1 du Code de l'environnement, il conduit la révision de la Charte. Il peut se voir confier par la Région tout ou partie de la procédure de renouvellement du classement et contribuera dans tous les cas aux actions de protection et de développement du territoire dans les délais nécessaires au renouvellement de classement.

Ainsi, dans le cadre fixé par la Charte et conformément aux dispositions des articles L 333-1 et suivants et R 333-1 et suivant du code de l'environnement, ses missions réglementaires sont les suivantes :

- Il assure la cohérence et la coordination des actions de protection, de mise en valeur, de gestion, d'animation et de développement menées par ses partenaires (articles L.333.1 et R.333-13, R.333-14, R.333-15 du Code de l'Environnement) ;
- Il émet, conformément à l'article L.333-1 du Code de l'environnement, lors de l'élaboration, des avis sur les documents de planification, d'aménagement de l'espace et de gestion des ressources naturelles relatifs au climat, à l'air, aux énergies, aux continuités écologiques, aux déplacements, aux infrastructures de transport, aux orientations forestières, aux carrières, à l'accès à la nature et aux sports de nature, à la gestion de l'eau et des milieux aquatiques, à la prévention des risques, à la gestion cynégétique, à la gestion de la faune sauvage, au tourisme, à la mer et au littoral en tant qu'ils s'appliquent à son territoire (article R. 333-15 du code de l'environnement et décret n°2017-1156 du 10 juillet 2017 qui a récemment élargi la liste des documents obligatoirement soumis pour avis au syndicat mixte).
- Ainsi il figure parmi les personnes publiques associées pouvant participer à l'élaboration des SCoT et des PLU et PLUi dans les conditions applicables à ces documents (article R. 333-14 du code de l'environnement et en application des dispositions de l'article L. 132-7 du code de l'urbanisme). Il doit être sollicité afin de donner son avis sur les règlements locaux de

publicité éventuellement mis en place sur le territoire classé (article L. 581-14 du code de l'environnement) et veille au respect de la Charte par ces derniers ;

- Il gère la marque collective « Valeurs Parc naturel régional » (article R.333-16 du Code de l'environnement) et le règlement général d'utilisation de la marque.

Ses missions sont :

- Protéger et valoriser le patrimoine naturel et culturel, notamment par une gestion adaptée des milieux et des paysages ;
- Contribuer à l'aménagement du territoire ;
- Contribuer au développement économique, social, culturel et à la qualité de vie ;
- Assurer l'accueil, l'éducation et l'information du public ;
- Réaliser des actions expérimentales ou exemplaires dans les domaines cités ci-dessus et contribuer à des programmes de recherche.

À cet effet, le syndicat mixte peut :

- Procéder ou faire procéder par ses propres moyens, et dans le respect des compétences de ses membres, à toutes études, animations, informations, publications, travaux d'équipements ou d'entretien, ou toutes actions nécessaires à la réalisation de son projet ;
- Rechercher des partenariats pour la maîtrise d'ouvrage et la gestion des équipements ;
- Passer des contrats, des conventions ;
- Être mandaté par un ou plusieurs de ses membres pour agir en leur nom et effectuer les opérations qu'elles lui ont confiées, notamment en matière de maîtrise d'ouvrage ;
- Se porter candidat au pilotage de programmes d'initiatives communautaires ou à des appels à projet.

Afin de développer et pérenniser ses moyens financiers propres, il étudie de nouvelles pistes de financement des actions (mécénat, prestation de services, financement participatif, mutualisation de services entre collectivités du territoire, ...).

B) COMPÉTENCES TRANSFÉRÉES ET MISSIONS PARTICULIÈRES

Au-delà de ces missions, le Syndicat mixte peut procéder à toute action dans différents domaines pour lesquels :

- Il a reçu délégation de maîtrise d'ouvrage
- Il bénéficie d'un transfert de compétence ou d'une convention ad hoc de la part des collectivités membres du Syndicat mixte ou d'Établissements publics de coopération intercommunale territorialement concernés par le Parc, dans la mesure où ces compétences n'auraient pas été préalablement déléguées.

Ces actions sont entièrement prises en charge financièrement par la structure commanditaire, déduction faite d'éventuelles aides perçues dans ce cadre par le Syndicat mixte.

Les transferts de compétence ou le portage de missions particulières (ex : portage animation et gestion d'un programme LEADER) dont peut bénéficier le syndicat mixte peuvent aboutir à un fonctionnement à la carte.

Les compétences transférées ou le portage de missions particulières font l'objet d'un système de gouvernance et d'un budget annexe à celui du syndicat mixte. Les modalités de fonctionnement à la carte sont précisées dans un règlement intérieur propre à chaque compétence ou mission particulière.

Concernant spécifiquement le transfert de compétences, chaque ajout de compétence nouvelle implique une modification statutaire, tel que prévu par l'article 9.

Le Syndicat mixte peut par ailleurs effectuer des missions d'appui administratif ou technique à destination des structures publiques ou privées (associations...) en vue de la réalisation de leurs projets (études, travaux), dès lors qu'ils participent à la réussite de démarches collectives concourant à l'application de la Charte.

ARTICLE 4 : Périmètre d'interventions

Le périmètre d'interventions du Syndicat mixte est circonscrit :

- Au territoire administratif des communes incluses dans le périmètre classé.
- Auquel s'ajoute le territoire administratif des « collectivités associées » situées hors du périmètre proposé au classement mais en périphérie de ce dernier.

Toutefois, dans le cadre de la mise en œuvre de la Charte du Parc naturel régional, pour favoriser une cohérence biogéographique, historique, socio-économique, administrative ou toute autre raison liée aux objectifs de la Charte, le Syndicat pourra intervenir hors de son périmètre classé (site N2000, ...).

Pour ce faire, une convention pourra être conclue entre le Syndicat mixte et l'organisme intéressé par ces interventions, dans le respect des conditions prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales et de la Charte du PNR.

L'intervention hors périmètre est également possible pour la mise en œuvre des compétences transférées ou missions particulières faisant l'objet d'un fonctionnement à la carte (cf articles 1 et 3), sous réserve que la majorité des communes concernées soit incluses dans le périmètre du Parc.

ARTICLE 5 : Siège

Le siège du syndicat mixte est fixé à Saint Pons de Thomières (34220). Il peut être déplacé dans tout autre lieu du périmètre défini par l'article 4, sur simple délibération du Comité syndical.

Les réunions du Syndicat mixte peuvent se tenir en tout lieu de ce périmètre, ainsi qu'au siège ou antenne de l'une des collectivités membres.

ARTICLE 6 : Durée

Le Syndicat mixte est constitué pour une durée illimitée, sous réserve de l'article 10.

ARTICLE 7 : Adhésion

A) ADHÉSION AU SYNDICAT MIXTE

En application de l'article L.333-1 IV du code de l'environnement, l'approbation du projet de charte emporte demande d'adhésion au syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc.

Ainsi, l'adhésion des collectivités et groupements de communes au Syndicat mixte suppose une approbation et une adhésion préalable aux valeurs, objectifs, orientations et mesures de la Charte du Parc par une délibération positive et sans réserve.

Les EPCI, créés après le classement et situés tout ou partie dans le périmètre classé du Parc, ont vocation à adhérer au syndicat mixte. Cette admission intervient par une décision prise à la majorité du Comité syndical, à condition que cet EPCI ait approuvé, au préalable, la Charte du Parc par une délibération positive et sans réserve.

L'adhésion d'un nouveau membre entraîne une modification statutaire.

B) CLASSEMENT EN PARC NATUREL RÉGIONAL

En application des dispositions du dernier alinéa du IV de l'article L. 333-1 du code de l'environnement et du I de l'article R. 333-10-1 du code de l'environnement, les communes comprises dans le périmètre de classement potentiel peuvent, par la suite et pour la durée du classement restant à courir, être classées en Parc naturel régional par décret ministériel portant modification du décret de classement originel.

La délibération du syndicat mixte proposant le classement devra intervenir dans l'année suivant le renouvellement général des conseils municipaux et après délibération de la commune concernée portant approbation de la charte.

Le classement d'un nouveau membre entraîne une modification statutaire.

ARTICLE 8 : Retrait

En application des articles L. 5721-6-2 et L. 5211-25-1 du CGCT, un membre peut être admis à se retirer du Syndicat mixte par une décision prise par le Comité syndical à la majorité des deux tiers des voix exprimées. Dans ce cas, le membre reste engagé financièrement selon la clé de répartition prévue jusqu'à l'extinction des emprunts contractés par le Syndicat mixte pendant son adhésion.

L'article L. 5721-6-63 permet une dérogation avec la possibilité pour le Préfet d'autoriser un membre à se retirer du syndicat mixte.

Le retrait d'un des membres entraîne une modification statutaire.

ARTICLE 9 : Modifications statutaires

En application de l'article L.5721-2-1 du CGCT¹, le Comité syndical délibère et procède à la modification des statuts par un vote à la majorité des deux tiers de ses membres, après proposition du Bureau syndical ou du Comité syndical.

Préalablement à une décision de modification des statuts, le Comité syndical ou le Président peuvent demander une consultation de l'ensemble des collectivités membres du Syndicat mixte. Cette consultation est obligatoire si les propositions de modifications concernent l'objet du Syndicat mixte (article 3 des présents statuts) ou son périmètre d'intervention (article 4).

Ceux-ci disposent d'un délai de 2 mois à compter de la notification pour se prononcer sur les propositions de modifications, faute de quoi l'avis sera considéré favorable.

Par ailleurs, doivent faire l'objet d'un accord préalable du conseil régional et des conseils départementaux, les propositions de modifications relatives aux modalités statutaires traitant :

- Des catégories de collectivités ou de groupements de collectivités composant le Comité syndical (article 1) ;
- De la composition du Comité syndical et du Bureau (art.11 et 13) ;
- De la répartition des prises en charge des dépenses et des recettes du budget du Syndicat mixte (articles 19 et 20).

Ceux-ci disposent d'un délai de 4 mois à compter de la notification des propositions de modifications relatives aux trois thématiques susmentionnées pour se prononcer sur les propositions de modifications, en l'absence de délibération dans ce délai, l'accord sera réputé favorable.

ARTICLE 10 : Dissolution du syndicat

En application des articles L. 5721-7 et L. 5721-7-1 du CGCT, le syndicat mixte peut être dissout à la demande motivée de la majorité des personnes qui le composent, par arrêté motivé du représentant de l'Etat dans le département siège du syndicat.

Le Comité syndical procède alors à l'analyse détaillée de la situation financière et patrimoniale du Syndicat mixte au moment de la dissolution (actif, passif, droits et obligations) et transmet au Préfet les informations nécessaires pour la répartition de l'actif et du passif entre les parties contractantes, au prorata de leur participation aux charges de fonctionnement et d'investissement du Syndicat mixte.

La répartition du personnel concerné, entre les personnes morales membres du Syndicat mixte, s'effectue conformément aux dispositions applicables à l'article L5212-33 du CGCT.

En cas de déclassement, de non renouvellement du classement ou de vacance de classement en Parc naturel régional, le Syndicat mixte mène à leur terme les actions engagées au cours de la période de classement. Il est ensuite dissout, dans le respect des dispositions ci-dessus, sauf si les personnes publiques membres au titre des compétences autres que l'aménagement et la gestion du Parc souhaitent maintenir le Syndicat Mixte. Auquel cas, les personnes publiques qui sont membres du Syndicat Mixte exclusivement au titre de l'aménagement et de la gestion du Parc naturel régional se retirent du Syndicat et seules les personnes publiques ayant transférés les compétences restantes maintiennent leur participation au Syndicat Mixte, sous réserve d'une révision de ses statuts pour tirer les conséquences de la disparition du Parc naturel régional. Ces dispositions ne sont pas exclusives à la possibilité de dissolution du Syndicat Mixte.

ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT DU SYNDICAT MIXTE

ARTICLE 11 : Composition du Comité syndical

Le syndicat mixte est administré par un Comité syndical composé de 149 délégués élus avec voix délibératives, répartis dans les collèges suivants :

- Région Occitanie : 4 délégués et 4 suppléants, désignés par la Région, représentant 30% des voix.
- Département de l'Hérault : 3 délégués et 3 suppléants, désignés par le Département de l'Hérault, représentant 15% des voix.
- Département du Tarn : 3 délégués et 3 suppléants, désignés par le Département de l'Hérault, représentant 15% des voix.
- Collège des communes : 1 délégué et 1 suppléant désignés par chaque commune adhérente jusqu'à 4 999 habitants, 2 délégués et 2 suppléants désignés par chaque commune adhérente à partir de 5 000 habitants, représentant 30% des voix.
- Collège des EPCI : 1 délégué et 1 suppléant désignés par chaque EPCI adhérent, représentant 10% des voix. Le nombre de voix attribué à chaque EPCI est proportionnel au nombre de communes classées

Les voix sont réparties équitablement entre chacun des délégués.

Un tableau en annexe 2 indique le récapitulatif de voix et le poids de chaque vote des membres du comité syndical en fonction de leur collège.

Les délégués du Comité syndical sont désignés par les assemblées délibérantes de chaque collectivité et EPCI adhérents au Syndicat mixte. Le délégué suppléant siège au Comité syndical à la place du titulaire, en cas d'indisponibilité de celui-ci.

Un même délégué ne peut être désigné au titre de deux institutions membres, que ce soit à titre de suppléant et/ou de titulaire.

Le mandat des membres du Comité prend fin en même temps que le mandat au titre duquel ils ont été désignés.

Sauf décision contraire notifiée par écrit au Président du Syndicat mixte par la collectivité ou l'établissement public concerné, les membres dont le mandat est échu assurent à titre provisoire leurs fonctions jusqu'à l'élection ou la désignation de leurs remplaçants.

En cas d'impossibilité d'assurer le mandat jusqu'à l'élection ou la destination de leurs remplaçants, notamment pour cause de décès, il est pourvu à leur remplacement par les collectivités membres dans un délai maximum de 4 mois.

ARTICLE 12 : Attribution et fonctionnement du Comité syndical

A) ATTRIBUTIONS

Le Comité syndical règle par ses délibérations les affaires relevant de la compétence du Syndicat mixte, notamment :

- Il vote le budget
- Il administre les biens
- Il crée et supprime les emplois
- Il approuve le compte financier unique
- Il examine les comptes rendus d'activité du Syndicat mixte
- Il se prononce sur toutes les questions, notamment statutaires, relevant de sa compétence.
- Il peut mettre en place, de façon ponctuelle ou permanente, toute commission (Conseil de développement, Conseil scientifique, ...) en vue de participer aux travaux du Syndicat mixte, de faciliter la coordination avec ses partenaires ou de donner des avis de nature à éclairer l'action des différents organes du Syndicat mixte
- Il adopte le règlement intérieur
- Il procède à l'élection du (de la) Président(e) (article 15)
- Enfin, Il arrête les programmes d'activité présentés par le bureau et veille, de façon générale aux engagements pris dans le cadre de la charte et à la réalisation des objectifs du PNR.

Le Comité syndical peut déléguer une partie de ses attributions au Bureau syndical ou au (à la) Président(e), à l'exception :

- Du vote du budget ;
- De l'approbation du compte administratif ;
- Des modifications statutaires, y compris celles relatives au règlement intérieur ;
- De l'adhésion à un établissement public ;
- De la création et de la suppression des emplois (gestion du tableau des effectifs)
- De la désignation des membres de la Commission d'Appel d'Offres.
- De la délégation de gestion d'un service public

Il prévoit notamment les délégations au (à la) Président(e) et au Bureau pour formuler des avis au nom du Syndicat mixte. Il se prononce sur le bilan annuel des acquisitions et cessions opérées par le Syndicat mixte.

La composition, le rôle et les modalités de fonctionnement des organes consultatifs sont déterminés par le Comité syndical ou le Bureau en cas de délégation, sur proposition du (de la)

Président(e). Les modalités de fonctionnement de ces instances seront précisées dans le Règlement intérieur.

B) FONCTIONNEMENT

Le comité syndical se réunit sur convocation du Président mentionnant obligatoirement l'ordre du jour fixé par le Bureau, en session ordinaire 4 fois par an au minimum et en session extraordinaire à la demande du Président, du Bureau ou d'au moins la moitié de ses délégués avec voix délibérative.

Le quorum requis pour délibérer valablement est atteint quand plus de la moitié des voix est présente.

Sauf cas d'urgence où le délai minimal est d'un jour franc, la convocation est adressée aux membres du Comité syndical et du Bureau avec l'ordre du jour de la réunion au moins 5 jours francs avant la tenue de cette réunion. Si le quorum n'est pas atteint, après une première convocation régulièrement faite, le Comité syndical délibère valablement sans condition de quorum, après une seconde convocation portant sur le même ordre du jour et adressée à 7 jours au moins d'intervalle (sauf situation d'urgence où le délai d'un jour franc est maintenu). La règle de dispense de quorum prévue au présent paragraphe ne s'applique pas aux délibérations portant modification statutaire.

Les décisions ordinaires sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Les décisions concernant la modification des statuts sont prises selon les modalités indiquées à l'article 9 des présents statuts.

Au sein du Comité syndical comme du Bureau, le vote du (de la) Président(e) est prépondérant en cas de partage des voix, sauf hypothèse du scrutin secret.

Le vote a lieu à main levée sauf :

- Lorsqu'un tiers des membres présents le demande
- Pour l'élection du (de la) Président(e) et de ses Vice-Présidents.

En cas d'absence d'un délégué et de son suppléant, un délégué peut donner à un autre délégué du même collège pouvoir écrit de voter en son nom. Un délégué présent ne peut être porteur de plus de deux pouvoirs.

ARTICLE 13 : Composition du Bureau syndical

Le Comité syndical élit en son sein un Bureau de 16 membres sur proposition de liste du (de la) Président(e). Le/la Présidente(e) est membre de droit du Bureau syndical. L'élection des membres se fait par collège respectif de la façon suivante :

- Région Occitanie : 4 délégués et 4 suppléants, désignés par la Région, représentant 30% des voix.
- Département de l'Hérault : 2 délégués et 2 suppléants, désignés par le Département de l'Hérault, représentant 15% des voix.

- Département du Tarn : 2 délégués et 2 suppléants, désignés par le Département de l'Hérault, représentant 15% des voix.
- Collège des communes : 6 délégués et 6 suppléants représentant 30% des voix. Les représentants des communes du Tarn et de l'Hérault sont représentés de manière égale dans l'effectif des délégués et des suppléants.
- Collège des EPCI : 2 délégués et 2 suppléants représentant 10% des voix.

Un tableau en annexe 3 indique le récapitulatif de voix et le poids de chaque vote des membres du bureau syndical en fonction de leur collège.

Les délégués au Bureau sont obligatoirement des membres titulaires du Comité syndical. Leur mandat prend fin dans les mêmes conditions que celui des membres du Comité syndical.

ARTICLE 14 : attribution et fonctionnement du Bureau Syndical

A) ATTRIBUTIONS

Présidé par le (la) Président(e) du Comité syndical, le Bureau syndical concourt à la gestion courante du Syndicat mixte en exerçant les attributions qui lui sont déléguées par le Comité syndical, dans les limites permises par le Code Général des Collectivités Territoriales (voir art.12). Spécialement, il peut exprimer des avis au nom du Syndicat en application du Code de l'environnement.

Il fixe l'ordre du jour du Comité syndical, assure le suivi des actions décidées par celui-ci et propose des actions à mener et les moyens correspondants. Il examine le projet de budget présenté par le Président, préalablement à la présentation de celui-ci au Comité syndical.

Il élabore le règlement intérieur du Syndicat mixte qui sera soumis au vote du Comité syndical.

Il donne un avis sur la nomination du Directeur/Directrice.

Indépendamment des délégations qui peuvent leur être consenties, les membres du Bureau syndical peuvent être plus spécialement chargés par le (la) Président(e) du suivi d'un domaine de compétences déterminé.

Le Bureau élit en son sein 15 vice-présidents.

B) FONCTIONNEMENT

Le Bureau agissant en tant qu'instance délibérative par délégation du Comité, il est soumis aux dispositions applicables au Comité, relatives aux convocations, conditions de quorum, à l'ordre et à la tenue des séances, à la majorité requise pour l'adoption des délibérations, aux modes de scrutin et aux conditions d'acquisition du caractère exécutoire.

ARTICLE 15 : Désignation du (de la) Président(e)

Le(la) Président(e) est élu par le Comité syndical, parmi ses délégués titulaires. Il est procédé à une nouvelle élection du Président du Comité syndical après chaque renouvellement du Comité syndical, dans le délai prévu à l'article L. 5211-8 du Code général des collectivités territoriales. Le(la) Président(e) est l'organe exécutif du Syndicat mixte.

Le(la) Président(e) est élu(e) par le Comité syndical, au scrutin secret uninominal à deux tours, à la majorité absolue. La majorité relative est requise au troisième tour, l'élection étant acquise au plus âgé en cas d'égalité des voix.

En cas d'absence, d'empêchement ou de vacance du Siège, le Président est suppléé dans l'exercice de ses fonctions par un Vice-président dans l'ordre de nomination. En cas de décès ou de vacance prolongée, il sera procédé à l'élection d'un nouveau Président dans les 3 mois qui suivent l'exercice officiel de la suppléance.

Pendant l'élection du (de la) nouveau (nouvelle) président (e), les fonctions de Président(e) sont assurées par le doyen d'âge.

Les candidatures à la présidence du syndicat doivent être déposées au moins 15 jours avant l'élection au siège du Syndicat mixte, où elles seront tenues à la disposition de tous les membres du syndicat mixte.

ARTICLE 16 : Attribution du (de la) Président(e)

Le Président est l'exécutif du Syndicat. Il assure son fonctionnement par la nomination du personnel et l'exécution du budget.

Il prépare et exécute les délibérations du Comité et du Bureau. Il est l'ordonnateur des dépenses, il prescrit l'exécution des recettes, signe les marchés et contrats, assure l'administration générale du syndicat. Il exerce le pouvoir hiérarchique sur les personnels, représente le syndicat en justice, peut passer des actes.

Il peut recevoir délégation d'attribution du Comité dans les mêmes limites et conditions que celles applicables au Bureau. En référence à l'article R 333-14 du Code de l'environnement, le comité syndical peut déléguer au Bureau ou au Président, le soin d'émettre les avis sollicités. Lors de chaque réunion du Comité syndical, le Président rend compte des travaux du Bureau et des attributions exercées par délégation du Comité.

Il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers, à d'autres membres du Bureau.

Par transposition des dispositions de l'article L5211-9 du CGCT, il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, une délégation de signature et la délégation des avis au directeur. Ces délégations subsistent tant qu'elles ne sont pas retirées.

Le Président convoque aux réunions du Comité syndical ou du Bureau. Il invite à ces réunions toute personne dont il estime le concours et l'audition utile, et notamment le préfet coordinateur ou son représentant. Il dirige les débats et contrôle les votes. Son vote est prépondérant en cas de partage des voix.

Le Président nomme le Directeur après consultation du Bureau.

ARTICLE 17 : Le (la) Directeur/Directrice

Le (la) Directeur/Directrice du syndicat mixte est nommé et destitué (le cas échéant) par le (la) Président(e), après avis du bureau.

Le Directeur prépare et exécute, sous l'autorité du Président, les délibérations du Comité et du Bureau du syndicat mixte.

Il dirige l'équipe technique du Parc recrutée dans les limites financières, définies dans la section de fonctionnement du budget annuel approuvé par le Comité syndical. Il définit les profils de poste du personnel et propose les candidatures au Président.

Il prépare les programmes d'activités annuels, ainsi que les propositions budgétaires que le (la) Président(e) présente au Bureau et au Comité syndical. Il assiste aux réunions du Bureau et du Comité syndical, sans voix délibérative.

Il peut recevoir délégation de signature du (de la) Président(e) et exprimer des avis au nom du syndicat mixte conformément aux délégations.

Par transposition des dispositions de l'article L5211-9 du CGCT, le Directeur peut également recevoir du Bureau ou du Président la délégation d'émettre des avis lorsque le syndicat mixte est sollicité.

ARTICLE 18 : Les instances consultatives

A) LE CONSEIL SCIENTIFIQUE ET PROSPECTIF (CSP)

Le conseil scientifique et prospectif (CSP) est formé par une équipe bénévoles pluridisciplinaires compétents sur les thématiques prioritaires de la Charte (patrimoine naturel, patrimoine culturel, historique, géologique...).

Le conseil scientifique est un organe consultatif du Parc. Il est là pour l'aider à progresser. Il adhère à ses valeurs.

Il est d'abord appelé à répondre à des sollicitations et saisines du Parc. En donnant son avis sur des orientations, des programmes précis, en apportant son regard et ses compétences, il contribue à coconstruire, à évaluer, à suivre le projet de territoire.

Il peut également s'autosaisir. Force de proposition, lanceur d'alerte, il éclaire le Parc et ses structures sur des enjeux qui lui paraissent importants.

Le conseil peut également intervenir pour rendre des avis et éclairer la prise de décision, accompagner la mise en place d'actions sur les milieux naturels, susciter et alimenter la réflexion prospective et l'évaluation territoriale, contribuer au développement d'expérimentations et de recherches scientifiques sur le territoire du Parc, notamment dans le cadre d'appels à projet nationaux, en partenariat avec les organismes de recherche.

Les personnalités intègrent volontairement cette instance après proposition du (de la) Président(e) au Bureau et au Comité syndical pour une durée de 6 ans, renouvelable.

Composé de personnalités dans les domaines des sciences naturelles, de l'architecture/urbanisme et du paysage, de la géologie, de l'histoire et de la culture, des sciences économiques et sociales, il a pour mission de :

- Contribuer à la réalisation des objectifs de la Charte en matière d'amélioration des connaissances, de recherche et d'expérimentation
- Apporter un appui pour l'évaluation quantitative et qualitative de la Charte
- Apporter une réflexion prospective et des recommandations scientifiques sur les principales thématiques de la Charte
- Contribuer à la qualité des démarches de vulgarisation scientifique engagées par le Syndicat mixte et
- Favoriser les démarches de sciences participatives.

Le conseil scientifique élit en son sein, à la majorité, un (une) Président(e).

Les modalités de mise en œuvre et de fonctionnement du conseil scientifique seront indiquées dans le règlement intérieur du syndicat.

B) LES COMMISSIONS THÉMATIQUES

Composées des délégués du Syndicat mixte, elles se réunissent pour suivre les programmes opérationnels portés par le Syndicat mixte et pour examiner en amont les sujets ou projets qui seront soumis à appréciation du Comité syndical. Leur nombre et leurs thèmes sont fixés par le Comité syndical. Le Président est membre de droit de ces commissions qui sont convoquées par ce dernier.

Ponctuellement, elles peuvent être ouvertes aux acteurs du territoire les plus concernés (délégués du syndicat mixte, partenaires associés, territoires-associés...)

Les modalités de mise en œuvre et de fonctionnement des commissions thématique seront indiqués dans le règlement intérieur.

C) STRUCTURES IMPLIQUANT LA SOCIÉTÉ CIVILE

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Charte, Le Parc souhaite associer plus largement les forces vives du territoire et ouvrir ses instances à des participations consultatives d'organismes issus de la société civile.

Le Comité Syndical délibère pour décider la création d'instances dédiées ou pour valider l'invitation de ces participants dans certaines instances du Parc. Leurs modalités de fonctionnement sont indiquées dans le règlement intérieur

Le Comité Syndical délibère pour décider du soutien financier et/ou logistique qu'il décide d'apporter à certaines instances consultatives (association des amis du Parc, conseil citoyen, ...).

DISPOSITIONS FINANCIÈRES ET COMPTABLES

ARTICLE 19 : Le budget

Le budget du Syndicat mixte pourvoit à toutes les dépenses de fonctionnement et d'investissement destinées à la réalisation de son objet.

Il est établi conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et transmis après approbation du Comité syndical à l'autorité chargée du contrôle de légalité.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, la copie du budget et des comptes du Syndicat mixte est adressée chaque année à ses membres.

Le financement des actions en maîtrise d'ouvrage du Syndicat mixte est assuré par des subventions et éventuelles participations des bénéficiaires. Ce financement fera l'objet d'une négociation annuelle entre partenaires sur la base d'un programme d'actions établi par le Syndicat mixte.

Les ressources liées à un transfert de compétence fond l'objet d'un budget annexe.

A) LE FONCTIONNEMENT

La section de fonctionnement comprend :

- En recettes : les recouvrements et subventions tels que :
 - Les contributions statutaires ordinaires des membres telles que fixées à l'article suivant,
 - Les participations des membres pour services rendus,
 - Les subventions de l'Union Européenne, de l'État, de la Région Occitanie, des Départements de l'Hérault et du Tarn, des collectivités locales ou de tout autre organisme,
 - Les éventuelles contributions directes,
 - Les produits d'exploitation,
 - Les revenus des biens mobiliers et immobiliers du syndicat mixte,
 - Les produits exceptionnels (entre autres dons et legs),
 - Les redevances versées par les personnes physiques et morales utilisant la marque déposée « Parc naturel régional du Haut-Languedoc »,
 - Les produits des régies de recettes qu'il serait amené à créer,
 - Toute autre recette autorisée par les lois et règlements.

- En dépenses :
 - Les dépenses de personnel, d'entretien des bâtiments et de matériel, les impôts, les intérêts des emprunts et autres dépenses liées au fonctionnement du Syndicat mixte.
 - Les dépenses liées à la réalisation des programmes d'actions,
 - Les subventions, fonds de concours ou participations accordées à d'autres maîtres d'ouvrage pour des réalisations entrant dans les objectifs du Syndicat mixte.

B) L'INVESTISSEMENT

La section d'investissement comprend :

- En recettes :
 - Les participations, subventions et dotations pour la réalisation du programme d'actions et d'équipements du syndicat mixte (en provenance de l'Union Européenne, État, Régions, Départements, Collectivités locales et tout autre organisme),
 - Les participations spécifiques de certains membres délibérants à la réalisation, d'infrastructures ou d'équipements, suivant un taux déterminé opération par opération,
 - Le crédit provenant du prélèvement sur la section de fonctionnement,
 - Les produits des emprunts contractés par le syndicat,
 - Les produits exceptionnels (entre autres dons et legs),
 - Toute autre recette autorisée par les lois et règlements.

- En dépenses :
 - Les subventions d'équipement, fonds de concours ou participations accordées à d'autres maîtres d'ouvrage pour des réalisations entrant dans les objectifs du Syndicat mixte.
 - Les dépenses afférentes aux aménagements, réalisations et acquisitions réalisés par le Syndicat mixte.
 - Le remboursement des emprunts éventuels.

ARTICLE 20 : contributions statutaires

Les membres du Syndicat mixte s'engagent à participer à l'équilibre global du budget de fonctionnement selon la clef de répartition suivante.

La contribution statutaire des membres, appelée « cotisation », est obligatoire.

La contribution des Communes est basée sur une participation par habitant de 3 euros par habitant et par an (2025). Ces contributions initiales seront réévaluées chaque année en appliquant le taux d'évolution de l'indice du coût de la vie (évolution de l'indice des prix à la consommation constatée au 1^{er} janvier de l'année n-1 de l'année budgétaire). Une évolution différente pourra être décidée par le Comité Syndical à la majorité des deux tiers.

La population de référence est la population communale publiée par décret et valide pour l'année n-1 de l'année budgétaire.

La contribution des EPCI est fixée en fonction du nombre de communes de l'EPCI classées. La base 2025 figure en annexe 4. Elle évoluera au même rythme que celle des communes.

La contribution de chaque département est fixée à 296 000 euros.

La contribution du collège de la région est fixée à 572 000 Euros.

ARTICLE 21 : Fonction de comptable public

Les fonctions de receveur du syndicat sont exercées par un comptable désigné par le Service de Gestion Comptable Ouest Hérault.

ARTICLE 22 : Relations avec les organismes partenaires

L'implication avec voix consultative d'organismes partenaires est justifiée par leurs missions en rapport avec l'application et la mise en œuvre de la charte du PNR et le souhait de les associer au plus près à l'objet et à la vie du Syndicat mixte.

À toutes fins utiles et en application de l'article 4, des conventions ou accords particuliers peuvent être passés entre le Syndicat mixte et ces organismes. Au même titre que les collectivités, certains de ces organismes peuvent effectuer des missions de prestations de services (études, expertises, animations, travaux...), pour le compte du Syndicat mixte et à sa demande. Les missions s'exécutent dans le respect des textes réglementaires en vigueur, et notamment de ceux relatifs aux marchés publics.

ARTICLE 23 : Règlement intérieur

Un règlement intérieur proposé par le Bureau précisera, autant que de besoin, les modalités de fonctionnement du syndicat mixte énoncées au titre II des présents statuts.

Il devra être adopté à la majorité des deux tiers en comité syndical, 6 mois après l'installation du comité syndical et pourra être modifié par lui autant de fois que nécessaire, selon les mêmes modalités.

ARTICLE 24 : Dispositions non prévues

Les dispositions non prévues par les statuts ou par le règlement intérieur sont régies en application des textes en vigueur et notamment du Code Général des Collectivités Territoriales et du Code de l'environnement.

ANNEXES

Annexe 1

Liste des communes ayant approuvé la Charte et classées par décret

Annexe 2

comité syndical	proportions	nb voix	nb de délégués	Nb de voix/délégué
CR Occitanie	30%	132	4	33
CD81	15%	66	3	22
CD34	15%	66	3	22
Communes (128C° dont 124 avec 1 voix et 4 avec 2 voix)	30%	132	128	1 ou 2 selon les communes
EPCI	10%	44	11	variable
Total	100%	440	149	

EPCI	c° classées de l'EPCI	classe	nb voix par délégué
Centre Tarn	2	1	2
Lodévois-Larzac	2	1	2
Sor et Agout	4	1	2
Aux sources du Canal du Midi	5	1	2
Avants Monts	9	2	4
Thoré Montagne Noire	9	2	4
Castres-Mazamet	10	2	4
Sidobre Vals et Plateaux	13	2	4
Haut-Languedoc	20	3	6
Grand Orb	22	3	6
Minervois au Caroux	32	4	8
	128		44

Annexe 3

Bureau syndical	proportions	nb voix	nb représentants	voix/élu
CR Occitanie	30%	24	4	6
CD81	15%	12	2	6
CD34	15%	12	2	6
Communes	30%	24	6	4
EPCI	10%	8	2	4
Total	100%	80	16	

Annexe 4

EPCI	c° classées de l'EPCI	classe	contribution
Centre Tarn	2	1	1 000,00 €
Lodévois-Larzac	2	1	1 000,00 €
Sor et Agout	4	1	1 000,00 €
Aux sources du Canal du Midi	5	1	1 000,00 €
Avants Monts	9	2	2 000,00 €
Thoré Montagne Noire	9	2	2 000,00 €
Castres-Mazamet	10	2	2 000,00 €
Sidobre Vals et Plateaux	13	2	2 000,00 €
Haut-Languedoc	20	3	3 000,00 €
Grand Orb	22	3	3 000,00 €
Minervois au Caroux	32	4	4 000,00 €
Total	128	22	22 000,00 €

PARC NATUREL RÉGIONAL DU HAUT-LANUEDOC

OCCITANIE - TARN - HÉRAULT



Parc naturel régional du Haut-Languedoc

1 Place du Foirail - BP.9
34220 Saint-Pons-de-Thomières
04 67 97 38 22

accueil@parc-haut-languedoc.fr

www.parc-haut-languedoc.fr

2025 - PNRHL | Conception et réalisation : l'équipe du Parc naturel régional du Haut-Languedoc, accompagnée de Guillaume Le Boëdec de Stratageo et Emmanuel Renard de Transverse Conseil | Crédits photographiques : Parc naturel régional du Haut-Languedoc, sauf mention contraire | Document réalisé dans le cadre de la révision de la Charte du Parc naturel régional du Haut-Languedoc, avec le concours de ses partenaires

